

La fête de  
Lutte Ouvrière  
les 26, 27 et 28 mai  
p.8-9

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2023 - 11 mai 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

# Après l'élection de Sarkozy Le monde du travail garde la force d'imposer ses droits !



**Élections**

- p. 4 ■ Le PS et les milieux populaires
- le PS français, un cas à part ?
- p. 5 ■ La victoire prévisible de Sarkozy
- Bayrou et les députés UDF
- Le chanteur du parrain.

**Leur société**

- p. 6 ■ Procès pour s'être opposé à une expulsion
- Une Malienne bloquée à Roissy
- p. 7 ■ Le logement social plombé par la spéculation
- 16 lycéens expulsés en Seine-Saint-Denis
- p. 10 ■ Les profits de l'industrie agro-alimentaire

**Tribune**

- p. 6 ■ Sarkozy droit dans ses bottes, mais jusqu'à quand ?

**La Fête de Lutte Ouvrière**

- p. 8 et 9 ■ Le programme de la Fête

**Anniversaire**

- p. 10 ■ Printemps 1917, les mutineries dans l'armée française

**Dans les entreprises**

- p. 11 ■ Vallourec-Mannesman (Valenciennes)
- Galva 45 Escrennes (Loiret)
- Métal Couleurs Bonneuil (94)
- Service de Gériatrie de l'hôpital d'Ivry (94)
- p. 12 ■ Airbus Saint-Nazaire et Nantes-Bouguenais
- Sonovision-IITEP Colomiers (31)
- p. 13 ■ Snecma Gennevilliers
- Toyota Onnaing (59)
- EADS-Airbus
- p. 14 ■ Fnac Tours et Orléans ; Monoprix
- SNCF Dijon

**Dans le monde**

- p. 15 ■ Venezuela : face au FMI et aux compagnies pétrolières étrangères
- Allemagne : dans la métallurgie
- p. 16 ■ Turquie : débat sur la laïcité
- Israël : Olmert sur la sellette

# Quand le baron Seillière commente l'élection



droite, on ne voit pas de telles différences ». Puisque c'est lui qui le dit...

Alors un Seillière supporter de Royal ? Pas encore quand même car le baron s'est montré dimanche soir 6 mai au QG de Sarkozy et il a apprécié la façon dont celui-ci fêtait sa victoire : Fouquet's, jet privé et croisière sur le yacht d'un ami. D'après Seillière, c'est cela qui est « moderne » !

Cédric DUVAL

Le baron Seillière, qui est devenu selon son interview le « patron des patrons » européens, à la tête de l'Union des industries de la Communauté européenne, rebaptisée « Business Europe » en janvier 2007, a commenté le 8 mai les résultats du second tour. Sarkozy à l'Élysée, c'est pour lui une « bonne nouvelle » car cela permettra de sortir de « l'impasse

institutionnelle européenne, ce qui est véritablement urgent ».

Mais quand le journaliste parle d'une bonne nouvelle aussi sur le plan économique, Seillière se félicite également de la perspective qu'aurait représentée Ségolène Royal si elle avait été élue : « Comme vous le savez, en Europe, beaucoup de milieux d'affaires vivent avec la social-démocratie. C'est vrai en

Espagne avec Zapatero, en Italie avec Prodi et en Grande-Bretagne avec Blair ». Et d'ajouter que les patrons européens s'accommodent parfaitement d'une gauche responsable qui « comprend l'économie de marché ». Enfin, sans rire, Seillière conclut : « Vous savez, quand on n'est pas en France tout le temps, entre la social-démocratie à la Ségolène Royal et un modèle de

## • Sarkozy et les gènes

### « Tout devient possible »...

Deux enfants qui avaient volé des jouets dans un supermarché ont manqué d'être fichés à vie au Fichier national automatique des empreintes génétiques (FNAEG).

Ce fichier institué en 1998 dans le cadre des enquêtes sur les crimes sexuels, a été élargi depuis, notamment à l'initiative de Sarkozy, ministre de l'Intérieur, à quasiment tous les délits, sans limitation d'âge ni considération de la gravité des

faits. Il contiendrait actuellement déjà plus de 800 000 empreintes génétiques et la police peut exiger un prélèvement génétique de toute personne « mise en cause », c'est-à-dire de qui elle veut.

On ne sait pas si le zèle des policiers à aller jusqu'à prélever l'ADN des enfants doit quelque chose aux fameuses déclarations de Sarkozy sur les tendances violentes qui seraient « dans les gènes ». En tout cas, cette

fois-ci, grâce aux protestations de leurs parents (qui avaient payé les jouets volés) et parce que l'affaire a été mise sur la place publique, les deux gamins ne seront pas fichés.

Mais avec l'auteur de la loi sur la « sécurité intérieure » à la présidence, un politicien qui veut traquer les délinquants à partir de la maternelle, les jeunes amateurs de bonbons gratuits ont intérêt à bien se tenir...

Paul GALOIS

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

### BOURGES

**Samedi 12 mai de 15 h à minuit**

Salle Le Hublot  
La Chancellerie  
64, avenue de la Libération

### MARSEILLE

**Dimanche 13 mai à partir de 11 h 30**

Parc de Valabre à Gardanne

(Bus gratuit depuis Marseille Saint-Charles, boulevard Charles-Nédelec, et passage à la gare de Gardanne)

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :  
**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....  
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière  
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

# L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise du 8 mai

# Après l'élection de Sarkozy



Les classes populaires vont donc subir pendant les cinq prochaines années la présidence de Nicolas Sarkozy, et des gouvernements dont la politique sociale sera dans la continuité de celle des gouvernements que nous connaissions depuis cinq ans et qui étaient parmi les plus réactionnaires et antiouvriers depuis longtemps.

Bien sûr, le programme de Ségolène Royal n'aurait rien changé aux problèmes fondamentaux, la baisse du pouvoir d'achat, le chômage et la disparition du logement populaire. Si Ségolène Royal avait été élue, elle n'aurait peut-être pas eu la même attitude arrogante vis-à-vis des travailleurs et aurait évité, au moins dans la forme, les mesures en faveur des privilégiés qui auraient pu apparaître trop provocantes. Mais faute de vouloir limiter, même un peu, la puissance absolue du grand patronat, elle n'aurait pas pu apporter de réponse aux problèmes les plus graves qui accablent, aujourd'hui, les classes populaires et une grande partie de la société.

Mais Sarkozy, non seulement ne changera rien à ces problèmes, mais il aggravera dans bien des domaines la vie quotidienne. Il ne s'en est pas caché. À ceux qui auront besoin d'une augmentation de salaire, il répond déjà, en substance, qu'ils n'ont qu'à se lever plus tôt et travailler plus.

Aux sans-logis ou aux mal-logés, il n'offre rien, pas même de bonnes paroles. Le ruisseau sera assez bon pour eux ! Car la croissance, quand il en parle, ce n'est pas pour eux, c'est à leur détriment.

Il veut limiter le droit de grève, avant de l'interdire si on le laisse faire, en commençant par les travailleurs des services publics.

Quant au chômage, non seulement il n'envisage rien de sérieux pour le réduire, à part, comme pour tout le reste, faire la chasse à ceux qu'il appelle des faux chômeurs ou des faux malades. En supprimant les charges sociales sur les heures supplémentaires, comme il en a l'intention, il incitera les patrons, plutôt que d'embaucher, à user à mort leur personnel au travail.

Sarkozy a annoncé sa volonté de diminuer le nombre de travailleurs des services publics, en n'en remplaçant qu'un sur deux qui partiront en retraite. Cela désorganisera encore plus les services publics, aggravera la situation dans les hôpitaux, à l'Éducation nationale et dans les transports publics.

Il continuera l'attaque sur les retraites des salariés, commencée par Balladur et continuée par Raffarin qui avaient allongé la durée de cotisation de 37 ans et demi à 40 ans, le premier pour le privé, le second pour la Fonction publique. Sarkozy, lui, veut s'attaquer maintenant aux dernières catégories de travailleurs, ceux qui bénéficient de régimes spéciaux, pour qui cela n'avait pas encore été fait.

Toute sa politique visera à favoriser la bourgeoisie, en particulier la plus grande, au détriment des classes populaires. Il a programmé une réduction de 5 % supplémentaire de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, un plafonnement à 50 % de l'impôt sur le revenu des contribuables les plus riches et la réduction de l'impôt sur les successions.

Le monde du travail ne doit cependant pas baisser la tête, car cette élection n'est pas une catastrophe. Même si Ségolène Royal avait été élue, nous aurions dû entrer en lutte, et des luttes sérieuses, importantes et déterminées, pour que les choses changent ne serait-ce qu'un peu pour nous.

Avec Sarkozy, il en ira de même et les luttes devront être les mêmes, aussi déterminées mais pas plus.

Tout dépend du monde du travail, de sa détermination et de la conscience qu'il aura que le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier et que seules les luttes peuvent payer. Les principales luttes qui se sont déroulées depuis des dizaines d'années l'ont été dans des situations où la droite était au pouvoir.

Alors, ne soyons pas abattus. L'avenir de la société et le progrès social dépendent des travailleurs et sont entre leurs mains. Tout dépend donc de nous tous !

Arlette LAGUILLER

## • Sarkozy à Malte

# L'arriviste est arrivé

**Dimanche 6 mai à 20 heures, la campagne électorale était terminée et Sarkozy pouvait donc commencer, comme il l'avait promis, à « remettre la France au travail ».**

Il entraîna ses intimes dans une longue nuit de labeur au restaurant Le Fouquet's, sur les Champs-Élysées. Le menu de départ y est facturé 78 euros, sans les boissons, la seule salade de truffes coûte 84 euros. Fatigué, sans doute, par sa longue campagne, le nouveau président décida de coucher sur place. En

gagnant sa suite (de 1 500 à 2 600 euros la nuit), il a peut-être croisé la « France qui se lève tôt » en train de passer l'aspirateur et qui n'avait pas pu voter, faute de carte d'identité française.

Le lendemain, lui et sa petite famille rejoignaient en jet privé un yacht de 60 mètres pour une courte croisière en Méditerranée, autour de l'île de Malte. Mais là encore il s'agirait de travail, et même plus exactement d'un travail d'introspection que Sarkozy aurait à accomplir pour

se préparer à ses nouvelles responsabilités.

Sarkozy n'est pas le premier homme politique bourgeois qui prétende parler pour ceux « qui travaillent dur » et dépense en quelques heures ce que beaucoup d'ouvriers ne gagnent pas dans le mois.

Mais, du choix des amis à celui du restaurant, du jet privé au yacht de luxe, il y ajoute l'ostentation dans le style « Enrichissez-vous et n'en ayez pas honte. »

La vieille prudence bour-

YACHT POUR LES UNS, GALÈRE POUR LES AUTRES.



geoise, qui commandait la discrétion sur sa fortune et ses plaisirs, ce n'est pas le genre de Sarkozy. Il préfère se comporter en

m'as-tu-vu arriviste ; ça doit être ça la « rupture » !

Paul GALOIS

## Le PS n'a rien fait pour susciter l'adhésion des milieux populaires

**Si l'on s'interroge sur les raisons de l'échec de la candidate du Parti Socialiste à l'élection présidentielle, une au moins vient tout de suite à l'esprit : elle a été incapable, elle et son parti, de susciter le moindre « désir d'avenir » parmi les milieux populaires, comme le suggérait son slogan.**

Après la cuisante claque électorale subie par la gauche le 21 avril 2002, celle-ci s'est obstinée à faire le silence sur ce désaveu massif. Or, les 4,1 millions de voix qui avaient fait défaut, au PS d'abord et au PCF ensuite, venaient sanctionner la politique de cette gauche qui, pendant cinq ans, avait ignoré les besoins élémentaires de tous ceux qui, dans les entreprises et les quartiers populaires, voyaient croître l'incerti-

tude du lendemain.

Pour faire taire les critiques venues de ce camp-là, pour éviter d'avoir à s'expliquer sur leur politique passée, le PS, le PCF et leurs alliés ont appelé à voter Chirac, montant en épingle artificiellement le danger Le Pen. Non seulement ils ont ainsi contribué à faire plébisciter le porte-parole de la droite mais ils ont contribué à convaincre leurs propres électeurs qu'entre la droite et la gauche, il n'y avait pas d'opposition fondamentale.

Les responsables du PS et de la gauche auraient pu, s'ils avaient vraiment voulu reconquérir la confiance du monde du travail, montrer qu'ils avaient entendu son message. Ils auraient pu s'engager pour l'avenir à rompre avec leur ancienne politique et proposer des mesures pour protéger les

travailleurs des licenciements et du chômage, assurer à l'ensemble de la population une prise en charge de ses besoins en matière de logement, de santé et d'éducation. Mais le PS et ses représentants ne l'ont pas voulu. Le PS ne voulait pas revenir, si peu que ce soit, sur la politique menée entre 1997 et 2002, car dire ce qui dans cette politique était mauvais, examiner d'un œil critique les mesures prises, reconnaître celles qui étaient antiouvrières, parler des mesures qu'il aurait fallu prendre et que le gouvernement de la gauche plurielle n'avait pas prises, aurait été un



engagement pour l'avenir en cas de retour au pouvoir. Et le PS n'a jamais voulu prendre de tels engagements.

Ségolène Royal n'a donc trouvé à reprendre que des phrases creuses comme « l'ordre juste » ou « la France présidente ». En faisant de la sorte, la candidate du PS n'a fait que continuer la politique mise en œuvre par le PS depuis 2002. Le PS s'est en effet contenté d'attendre que la droite se déconsidère au gouvernement pour recueillir les votes de tous ceux qu'elle décevait. Comme cela lui a permis de rafler la mise en 2004 lors des élections régionales, cantonales et européennes, il a persisté et signé.

Mais cela ne suffisait pas pour susciter dans les classes laborieuses un enthousiasme susceptible de changer la physionomie de l'élection présidentielle. Ceux qui, dans les classes populaires se sont détournés de la gauche, n'ont pas pu trouver, dans le programme social du PS, de quoi revenir. Le PS n'a

fait que de timides réserves – et Ségolène Royal a continué sur le même registre pendant la campagne électorale – sur les attaques de la droite sur les retraites, la Sécurité sociale, sur les licenciements, le chômage et sur toute la politique pro-patronale appliquée par la droite parce qu'au fond il est fondamentalement d'accord avec cette politique et n'a rien d'autre à proposer, sinon la manière de le dire.

Ce faisant, le PS porte une responsabilité dans le fait qu'une partie des couches populaires, à défaut d'autre chose, ont été sensibles à la démagogie de Sarkozy qui leur promettait l'ordre.

Si le maintien de la droite à la tête de l'État pour les cinq prochaines années marque la faillite d'une politique du Parti Socialiste, c'est bien celle qui a consisté à ne pas répondre aux attentes urgentes des classes populaires.

Paul SOREL

### • Archaïsme ou modernisme :

## Le Parti Socialiste français est-il un cas à part

Les porte-parole de la droite, comme certains commentateurs qui se disent de gauche, accusent volontiers le Parti Socialiste français de ne pas avoir fait son « aggiornamento » (de ne pas avoir rajeuni sa politique, dirait-on en français).

Pour ces gens-là, Tony Blair, Zapatero, les socialistes allemands et scandinaves, seraient de vrais « sociaux démocrates », tout à fait respectables, adaptés à l'économie moderne, mais les dirigeants du PS français seraient eux des dogmatiques accrochés à de vieilles idées. Quasi-ment des gauchistes !

Il est vrai que le Parti Socialiste français, qui avait pourtant donné bien des preuves de sa capacité à défendre les intérêts des classes possédantes tout au long de la quatrième République, y compris en se rendant complice, voire en dirigeant les pires répressions colonialistes, a été condamné à végéter dans l'opposition pendant de longues années sous la cinquième République, et n'a pu sortir de cette situation qu'en signant avec le Parti Communiste le « programme commun de gouvernement », qu'en jouant la carte de « l'Union de la gauche », ce

qui a permis à Mitterrand d'accéder à la présidence de la République en 1981.

Mais passée la première année de la présidence de Mitterrand, et quelques mesures symboliques, les socialistes au gouvernement ont clairement montré qu'ils étaient de fidèles serviteurs de la bourgeoisie. Mitterrand aussi parlait de « réconcilier les Français avec l'entreprise » et il fit de Bernard Tapie, jusqu'alors spécialiste des rachats et fermetures d'entreprise, un exemple à donner à la jeunesse, une vedette, avant d'en faire un ministre.

Cependant du choix stratégique de l'Union de la gauche, il est resté quelque chose : l'idée, plus marquée dans ce pays que dans bien d'autres, que la gauche et la droite ce n'est pas la même chose, qu'elles ne véhiculent pas les mêmes valeurs, bien que cette distinction tende à s'estomper dans la conscience populaire, comme l'ont montré les récentes élections.

Les discussions sur de possibles accords avec Bayrou et son Mouvement démocrate illustrent le problème qui se pose aujourd'hui aux dirigeants socialistes. La vieille SFIO de Guy Mollet avait par-

ticipé sans états d'âme à nombre de gouvernements en alliance avec des partis de droite entre 1947 et 1958. Le Parti Socialiste rajeuni de Mitterrand, en dehors de l'ouverture peu réussie tentée par Rocard en 1988, n'a pas les mêmes traditions. Mais le problème se pose à lui aujourd'hui d'aligner son image et son vocabulaire sur ce qu'il est réellement, à l'instar du Parti social-démocrate allemand. C'est ce que propose un homme comme Strauss-Kahn qui se dit « disponible » pour accomplir la mutation qu'il prétend nécessaire.

Mais qu'ils tiennent à conserver une allure de gauche afin de ne pas éloigner un certain nombre de leurs électeurs (ou ceux qui votent pour les petites formations plus ou moins situées à la gauche du PS), où qu'ils aspirent à ressembler à l'un de ces partis sociaux-démocrates nordiques qui ressemblent si fort au Parti démocrate américain, tous les dirigeants du Parti Socialiste, comme leur « grand » ancêtre Léon Blum (si cher aujourd'hui au cœur de Sarkozy) se veulent de loyaux gérants du capitalisme.

P.S.

### Les brochures du Cercle Léon Trotsky

**Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !**

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

**Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

**L'Afrique malade du capitalisme**

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

**Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

**L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

**La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

**États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans**

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure

## La victoire prévisible de Sarkozy

**Avec 53,06 % des suffrages et 18,98 millions de voix, Nicolas Sarkozy a donc remporté le second tour des élections présidentielles, devançant la candidate socialiste de plus de six points. Ségolène Royal obtient pour sa part 46,94 % des suffrages et 16,79 millions de voix.**

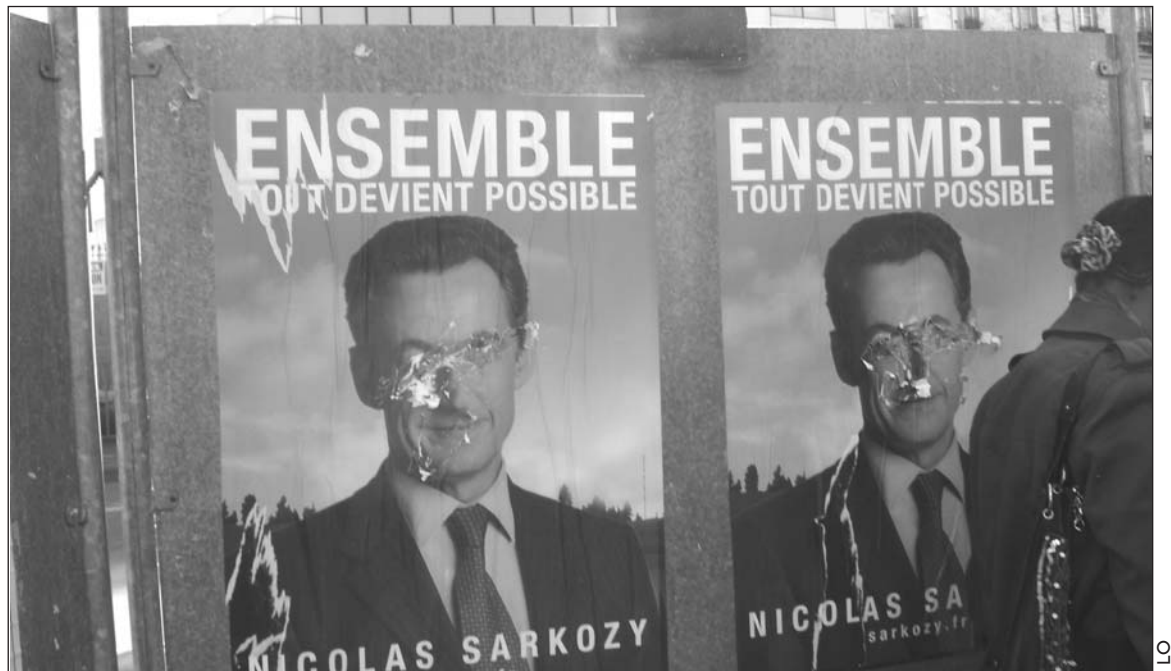
La victoire de Sarkozy était prévisible. Si, au premier tour, Ségolène Royal était en progrès non seulement par rapport à Jospin en 2002 – ce qui n'était pas trop difficile – mais aussi par rapport à Jospin en 1995, l'ensemble des voix de gauche était très loin par rapport à l'ensemble des voix de droite. Ségolène Royal n'a pas gagné des voix sur sa droite, elle a surtout réussi, au nom du prétendu « vote utile », à canaliser vers sa candidature des votes qui se portaient les fois précédentes sur les candidatures situées à la gauche du Parti Socialiste, PCF compris.

Pour que Ségolène Royal puisse l'emporter au second tour, il aurait fallu que beaucoup de conditions soient réunies, du point de vue de l'arithmétique électorale : que les votes des électeurs de Bayrou se reportent à 80 % sur elle, qu'elle fasse le plein des voix des candidats situés sur sa gauche et des écologistes, et que les électeurs de Le Pen suivent massivement l'appel à l'abstention lancé par le dirigeant du Front National. Or, les résultats du 6 mai montrent que tant les électeurs centristes que ceux du FN se sont majoritairement tournés vers Sarkozy.

Pendant toute sa campagne, Sarkozy a multiplié les appels

du pied vers ces derniers, reprenant à son compte bien des points du programme de Le Pen, à commencer par sa démagogie anti-immigrés, mais aussi contre les travailleurs qualifiés par eux de « privilégiés » dès l'instant où ils possèdent quelques garanties d'emploi, de salaire ou de retraite, ou contre les chômeurs. En défendant ce programme susceptible de séduire les électeurs de Le Pen, Sarkozy visait au moins autant le second tour que le premier. Après l'élimination de Le Pen, il pourrait alors attirer une bonne partie des voix de ce dernier.

La campagne réactionnaire de Sarkozy n'a pas rebuté une grande partie des électeurs centristes de François Bayrou, qui l'ont préféré à Ségolène Royal. Il faut dire que Bayrou, même s'il se présentait dans ces élections comme le candidat du changement, est un homme de droite, qui a été ministre sous des gouvernements de l'actuelle majorité, et son programme social comme sa base électorale ne sont guère différents de ceux de l'UMP. Quant au noyau de l'électorat de Bayrou, ce sont des électeurs de droite. Malgré les clins d'œil de Royal dans leur direction, ses appels à « l'ordre juste » ou sa profession de foi nationaliste, elle n'a pas su les convaincre tous au point de la



choisir, elle et non pas Sarkozy. Même lorsqu'elle s'est présentée comme la candidate capable de garantir la paix sociale, face à un Sarkozy dont l'élection amènerait des désordres sociaux, cela ne les a pas convaincus.

Quant à l'électorat populaire, il n'y avait rien dans le programme de Royal qui ait été susceptible de l'attirer et de l'enthousiasmer. Ce n'est pas seulement la faute de Royal, c'est toute la politique du PS qui est en cause, à commencer par son absence d'autocritique des années de gouvernement de la gauche plurielle. Tout au long des années qui ont suivi, le PS n'a misé, du côté des classes populaires, que sur le « Tout sauf Sarkozy ». Il n'a avancé rien de positif, aucun engage-

ment concret qui aurait pu, par exemple, redonner une raison de voter pour le PS à ceux qui se sont détournés de la gauche.

Certes, les résultats ont montré que Royal obtient la majorité dans les quartiers populaires des grandes villes, par exemple dans les arrondissements de l'est et du nord de Paris ou dans des départements de l'ancienne « ceinture rouge » tels que la Seine-Saint-Denis (56,54 % des voix) ou le Val-de-Marne. Mais elle est loin cependant de retrouver l'ensemble des voix qui, traditionnellement, se portaient sur la gauche. Cela est vrai aussi dans les départements de province, même si les résultats sont moins nets parce que la population y est socialement plus mélangée.

Mais il est frappant aussi de constater que, dans certaines régions ouvrières où la gauche était majoritaire en 1995, Sarkozy arrive en tête. Il l'est parfois de peu, comme dans le Nord-Pas-de-Calais, où il obtient 50,31 % des voix, mais en Picardie, par exemple, il dépasse sa moyenne nationale avec 54,44 % des suffrages, et il arrive à 58,53 % en Champagne-Ardenne.

Faute d'un programme concret défendant les intérêts de la population laborieuse, Ségolène Royal n'a pas récupéré les voix d'un électorat populaire déçu et qui parfois attend un changement de son sort plus de la démagogie d'un Le Pen ou d'un Sarkozy que des socialistes.

Marianne LAMIRAL

### • Manœuvres péri-électorales

## Bayrou et la « loyauté » des députés UDF

**Des vingt-neuf députés du groupe parlementaire UDF à l'Assemblée nationale, seuls deux ont annoncé leur soutien au futur « Mouvement Démocrate » de François Bayrou. Les uns après les autres, pour la plupart entre le 22 avril et le 5 mai, ils se sont ralliés au vote Sarkozy, rejoignant de manière assez logique l'ancienne « majorité présidentielle » dont l'UDF faisait partie.**

Précurseur dans le domaine du ralliement, le seul ministre UDF de l'actuel gouvernement, Gilles de Robien, qui n'avait pas suivi Bayrou dans sa stratégie du premier tour, se propose d'accueillir les députés ralliés à Sarkozy dans un « pôle centriste indépendant, cohérent et loyal à la majorité présidentielle ». La marge de manœuvre est étroite, car Sarkozy aussi a eu l'idée, avec une longueur d'avance, de proposer un regroupement de ces « centristes » sous la bannière... UDF. Le député UMP

Hervé de Charette, lui-même ex-centriste, avait en effet, après sa rupture en 2002 d'avec l'UDF, déposé le sigle à l'Institut national de la propriété industrielle. On n'est jamais trop prudent...

La toile de fond de ces recentrages est évidemment la nécessité, pour tous ces politiciens, de continuer à faire partie des alliances existantes qui leur permettent d'être aux affaires avec les politiciens de l'UMP, dans les municipalités ou dans les Conseils généraux et régionaux. Plus immédiate

encore, l'actualité des élections législatives de début juin incite ces notables à chercher avec l'UMP l'accord qui leur permette de conserver leur siège de député.

Dans cette foire aux postes, ces hommes de droite ont d'autant moins d'états d'âme à se rallier au vainqueur que l'autre alliance éventuelle, du côté d'un Parti Socialiste lorgnant vers la « social-démocratie », ne leur promet pas nécessairement plus de succès.

Quant à François Bayrou lui-même, il a d'autres objectifs. Il voudrait que son « Mouvement Démocrate » puisse jouer un rôle d'arbitre entre le Parti Socialiste et l'UMP. Car cela lui permettrait, après avoir réussi à s'imposer comme le « troisième homme » de l'élec-

tion présidentielle, de continuer sur cette lancée jusqu'à la prochaine. Fort des 6,8 millions de suffrages remportés lors du premier tour, il lance donc son nouveau parti en promettant qu'il sera un « contre-pouvoir libre, indépendant, constructif ». Il reste à voir ce qu'il restera de ces 6,8 millions de voix pour son Mouvement Démocrate dans les législatives.

Mais quoi qu'il en soit, quel que soit son succès, et quels que soient les accords qu'il trouve à passer par la suite avec la gauche ou avec la droite, ce « contre-pouvoir »-là ne sera en aucune manière susceptible de servir en quoi que ce soit les intérêts de la population laborieuse.

Viviane LAFONT

## Le chanteur du parrain

*« C'est un homme d'honneur. Un homme qui aime sa famille, qui aime ses amis. Un homme qui aime tout ça ne peut pas trahir. »*

Ce n'est pas le témoignage de fidélité d'un porteflingue de la mafia à son parrain, c'est l'hommage de Johnny Hallyday à Sarkozy.

Le chanteur avait choisi de s'exiler en Suisse pour cause d'impôts trop lourds. Bonne nouvelle, comme Sarkozy va sûrement tenir sa promesse de baisser les impôts des riches, Johnny va pouvoir rentrer en France.

Voilà qui méritait bien que le poète tresse un petit compliment.

P.G.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Sarkozy droit dans ses bottes, mais jusqu'à quand ?

Sarkozy l'a emporté. Malgré le bon score de 53,06 % des votants et la participation importante de 84 % des inscrits, il n'est l'élu que d'une moitié du pays. Ce qui n'est pas une raison pour que les classes laborieuses et populaires se résignent à continuer de boire le bouillon et à faire tous les sacrifices. Et encore moins si Sarkozy, comme il l'a fait en campagne et avant, au ministère de l'Intérieur, encourage les flics, les militaires et les juges à cogner pour imposer injustice et inégalité sociales.

Au soir de sa victoire, néanmoins, il persiste et signe : « *Chacun aura sa chance, mais il faudra la gagner, par son travail...* » Bref, « *gagner plus* » en « *travaillant plus* », en se levant plus tôt le matin et en s'exténuant à des heures supplémentaires... « *Mériter* » un emploi, c'est-à-dire prendre n'importe lequel offert par l'ANPE ! Avoir un logement, mais en devenant « *propriétaire* » ! Là encore « *travail* », « *mérite* », « *risque* »...

Ce programme serait burlesque, s'il ne visait à dégrader les salaires, l'emploi, le logement des travailleurs et de leurs familles. Sans parler de nouvelles attaques possibles contre des travailleurs qui vivent en France sans papiers, souvent depuis des années, pourtant pour le bonheur du patronat qui peut ainsi les surexploiter.

Mais Ségolène Royal et les socialistes, auraient-ils été une moindre « catastrophe » contre la classe ouvrière ? L'ont-ils été moins dans le passé, quand Jospin a laissé faire les licenciements, les privatisations et n'a instauré les 35 heures qu'en échange de flexibilité et de blocage des salaires ? Dans sa campagne, Ségolène Royal s'est flattée d'innover en refusant toute promesse solide et concrète aux travailleurs et surtout en évitant absolument d'évoquer comment, quel que soit l'élu, ils pourraient reprendre espoir par leurs luttes. La dame patronnesse n'a donc pas convaincu à gauche. Au soir du second tour, dans la droite ligne des tractations avec Bayrou après le premier tour, aussi bien Ségolène Royal que certains de ses concurrents aux dents longues, au premier rang desquels Strauss-Kahn, se sont empressés d'expliquer l'échec par un

manque d'audace à « rénover » davantage. Rénover vers le centre. Leurs modèles ? Le gouvernement d'« alliance » de Prodi en Italie, la « grande coalition » de Merkel avec les sociaux-démocrates en Allemagne. Façon de confirmer une politique plus résolument anti-ouvrière mais aussi de se pousser du col pour décrocher une place dans un futur gouvernement, pourquoi pas même sous Sarkozy ? Un Strauss-Kahn, après tout, ne s'est-il pas dit dimanche soir « disponible » ?

Pour les travailleurs, il n'y a pourtant pas de quoi être abattus. Dans le passé, on a vu de prétendus « pouvoirs forts » se casser les dents face à des millions de travailleurs dressés contre eux. Rappelons nous de Gaulle en 1968, ou plus récemment Chirac et son ministre Juppé en 1995. Les jeunes contre le CPE l'an dernier ont fait plier Villepin. Sarkozy connaît l'histoire et, prudent, se prépare à soudoyer des bureaucrates syndicaux pour cautionner ses futures « réformes », celles du Code du travail ou des retraites. La classe ouvrière, de son côté, peut et doit renouer avec un passé d'organisation et de luttes – les plus marquantes et victorieuses ayant bousculé autant les appareils syndicaux que les gouvernants et les patrons !

Les scores des candidats d'extrême gauche au premier tour de la présidentielle, Olivier Besancenot et Arlette Laguiller (plus de 5 % des voix au total), sont modestes mais non négligeables. Ils appartiennent à des électeurs populaires qui ont résisté aux pressions en faveur d'un prétendu « vote utile ». Cela représente une force de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, auxquels il faut ajouter beaucoup d'autres qui ont voté pour Ségolène Royal sans être convaincus par son programme. Avec une extrême gauche qui saurait s'allier aux militants socialistes et communistes qui rompraient avec la politique de leurs partis, il y aurait de quoi préparer sérieusement la riposte.

Et de quoi l'emporter.

**Éditorial des bulletins d'entreprise l'Étincelle édités par la Fraction de LO, du mardi 8 mai 2007**

### Convergences Révolutionnaires n° 51 (mai-juin 2007)

Bimestriel publié par la Fraction

**Articles : Les élections présidentielles** : le « diable » est élu, le combat continue – Gauche et extrême gauche à l'épreuve des urnes – **Grèves, luttes et mobilisations** : Citroën-Aulnay : les 300 euros mensuels à l'ordre du jour – TSI-Advantys : les travailleurs du nettoyage face à la SNCF briseuse de grève – Arsenal de Cherbourg : les résistances à la privatisation – **Sans-papiers** : quand toute une commune refuse les expulsions – **Belgique** : lois antiterroristes contre militants politiques.

**Dossier** : L'INDE : nouveau « miracle » de l'économie capitaliste ?

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18  
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19

Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

### • En procès pour s'être opposé à une expulsion

# La solidarité n'est pas un délit !



**Un millier de personnes ont manifesté lundi 7 mai devant le tribunal correctionnel de Lyon en soutien à un conseiller régional PCF grenoblois, François Auguste, vice-président de la région Rhône-Alpes, poursuivi pour « obstruction à la reconduite à la frontière » et « entrave à la circulation d'un aéronef ». Selon Réseau éducation sans frontières (RESF), Auguste risque jusqu'à cinq ans de prison et 18 000 euros d'amende ainsi qu'une peine d'inéligibilité.**

François Auguste est poursuivi pour avoir protesté, le 2 décembre 2006, dans l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, contre l'expulsion d'une famille kosovare qui devait embarquer dans l'avion où il venait de prendre place. Il s'était adressé au commandant de bord, puis aux passagers de l'avion, pour dénoncer cette situation, ce qui lui a valu une interpellation musclée par la police : il a eu une côte cassée et une interruption totale de travail (ITT) de 8 jours. Initialement prévue lundi 7 mai, l'audience du procès de François Auguste a finalement été renvoyée au 26 novembre. Une « première victoire de la solidarité », selon François Auguste, dont les avocats avaient demandé le report du procès, estimant d'une part que la date fixée, au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle, n'offrait pas des conditions sereines de jugement, et d'autre part dénonçant l'absence de témoins, dont le commandant de bord, non cité.

Outre le parquet de Lyon, le « chef avion » (chargé au sol de la sécurité et de la ponctualité des décollages) avait également porté plainte contre l'élu régional, mais il a maintenant retiré sa plainte.

Sous des banderoles « La solidarité n'est pas un délit », les manifestants,

dont un grand nombre étaient venus par car de Grenoble ou de Marseille, composés de militants de RESF, de diverses organisations politiques (PCF, Verts, Alternatifs, LCR, LO) et syndicales (CGT, FSU) ou de la Ligue des droits de l'homme, ont protesté contre ce procès. Ils ont reçu le soutien du président PS de la région Rhône-Alpes, Jean-Jack Queyranne, et de beaucoup d'élus présents au rassemblement.

À noter que Florimond Guimard, dont le procès pour un motif identique, programmé le 20 avril à Aix-en-Provence, a aussi été reporté, avait tenu à apporter son soutien à François Auguste par sa présence devant le tribunal de Lyon.

L'objectif d'un renforcement d'un réseau national de solidarité pour obtenir la régularisation des sans-papiers, ainsi que la défense de tous ceux actuellement poursuivis, a été fixé par François Auguste. Et c'est aux cris de « Solidarité avec les sans-papiers », « La solidarité n'est pas un délit » que s'est terminée cette manifestation.

Les rendez-vous ont été pris, aussi, pour soutenir des sans-papiers menacés d'expulsion en ce mois de mai.

Correspondant LO

### • Bloquée à Roissy

# Scène de la vie ordinaire d'une Malienne débarquant en France

La presse a récemment fait état de la mésaventure survenue fin mars à une femme, médecin spécialiste du sida, qui est restée bloquée plus de trente heures à l'aéroport de Roissy. Elle était pourtant invitée à un colloque tout à fait officiel, mais elle était Malienne. Le cumul d'une procédure tatillonne pour les ressortissants africains, de la méfiance systématique à leur égard, ajouté sans doute à une bonne part de pure bêtise, ont fait qu'après des heures d'attente dans des conditions pénibles, cette femme s'est retrouvée dans le centre de rétention de

l'aéroport. Ce n'est qu'au terme de trente heures dans cette situation qu'elle a été enfin reconnue comme « étant en règle » et qu'on l'a laissée entrer en France.

Si cela a pu arriver à une femme médecin africaine, ayant pu bénéficier de surcroît de relations familiales sur place, on peut imaginer les difficultés à surmonter pour de simples voyageurs africains anonymes débarquant dans un aéroport parisien.

Michel ROCCO



Le Réseau éducation sans frontières lors d'une manifestation de sans-papiers en juillet dernier.

## • Seine-Saint-Denis

### Contre l'expulsion de 16 lycéens

À l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF), une manifestation de soutien à 16 lycéens sans papiers, scolarisés en Seine-Saint-Denis et menacés d'expulsion, a réuni une centaine de personnes le mercredi 2 mai devant la préfecture de Bobigny. Il y avait là des lycéens venus soutenir leurs camarades menacés d'expulsion, des enseignants, des parents d'élèves, des associations de sans-papiers, et des militants d'organisations et d'associations qui les soutiennent.

Ces 16 lycéens, jeunes majeurs, ont reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF) dans un délai d'un mois, c'est-à-dire un mois pour arrêter leurs études et prendre congé de leurs proches. Une décision d'autant plus inique qu'il est difficile et onéreux de la contester devant un tribunal administratif, notamment du fait que le recours à un avocat est indispensable.

Ces jeunes étudient en France depuis des années. Après avoir suivi les classes de collège, ils préparent un BEP, un bac pro, un bac général ou technologique, comme tous leurs camarades de classe. Mais le jour de leurs 18 ans, ils sont devenus des « sans-papiers ».

Au total, selon RESF, les lycéens qui pourraient être menacés d'expulsion pourraient être un millier en Seine-Saint-Denis. Certains établissements du département en comptent plus de cinquante.

Les jeunes majeurs sans-papiers sont pour la plupart arrivés entre 13 et 16 ans, cer-

tains même à 13 ans et quelques semaines. Mais ces quelques semaines sont fatales et les privent de tout droit. Le Code qui régit l'entrée et le séjour des étrangers et le droit d'asile (Ceseda) prévoit en effet l'attribution d'une carte de séjour « vie privée et familiale » aux jeunes étrangers arrivés sur le territoire avant l'âge de 13 ans. Ils ont souvent des frères et sœurs en situation régulière, voire de nationalité française. Un de leurs parents ou leurs deux parents résident en France, parfois depuis plus de vingt ans. Mais les demandes de regroupement familial sont souvent refusées car ils ne rempliraient pas les conditions exigées en matière de logement ou de revenus.

Devant la mobilisation dans les lycées, les pétitions qui ont circulé, les rassemblements, une délégation a été reçue par la responsable du service des étrangers à Bobigny, qui a dit que les demandes de recours gracieux auprès du préfet seraient examinées et qu'on allait vers la régularisation de plusieurs lycéens (théoriquement près de la moitié).

« Ils sont arrivés mineurs en France. Ils veulent poursuivre leurs études et leur vie est ici, avec leur famille. Ce sont nos camarades ! Aucune chaise vide dans nos classes ! Aidons-les à obtenir le droit de séjour », tels étaient les exigences des manifestants, qui veulent la régularisation de tous.

Correspondant LO

## • Au lieu de construire des logements sociaux

### L'état aide la spéculation dans l'immobilier

À cause de la pénurie de logements HLM, des ménages de milieu populaire en sont réduits à se loger dans le secteur privé, mais ils butent sur des loyers de plus en plus inabornables. Selon la Fondation Abbé-Pierre, seulement 6 % des logements privés ont un loyer de niveau HLM, alors qu'il y en avait 50 % en 1990.

Les gouvernements successifs ont favorisé cette dégradation de la situation. Depuis le socialiste Louis Besson, jusqu'à de Robien et Borloo, tous deux UDF, nombreux ont été les ministres du Logement qui ont attaché leur nom à des diminutions d'impôts accordées à ceux qui peuvent acheter un logement pour le louer, et en font donc une source de revenus supplémentaire.

Dernier en date de cette faveur, le dégrèvement d'impôt baptisé « Borloo populaire ». Celui-ci est censé favoriser des loyers « sociaux » du fait que, pour en bénéficier, un propriétaire ne doit pas dépasser un loyer plafond et que les ressources du locataire ne doivent pas excéder un certain montant. Mais le niveau de ces deux plafonds est très élevé. Pour un appartement de 50 mètres carrés en région parisienne par exemple, un propriétaire qui demande jusqu'à 818 euros de loyer mensuel peut bénéficier

de cet avantage fiscal. En fait, les plafonds de loyers autorisés sont pratiquement alignés sur les prix du marché immobilier ! Les propriétaires sont donc choyés par l'État sans même avoir à en rabattre sur les loyers qu'ils exigent.

Ils sont libres également de donner la priorité à des locataires disposant de ressources plus importantes que celles des plus nécessiteux. Quatre-vingts pour cent de la population française a des revenus inférieurs au plafond fixé. Un propriétaire qui a le souci d'avoir une rentrée régulière de ses loyers pourra écarter un smicard qui cherche un logement, pour choisir des locataires qui gagnent plus. Et il bénéficiera toujours de l'allègement dit « Borloo populaire ».

Comme le souligne la Fondation Abbé-Pierre, les mesures

d'exonération fiscale en faveur des propriétaires n'ont rien de « populaire ». Contrairement à ce que Borloo veut faire croire, elles contribuent à la cherté des loyers.

Cette politique revient cher à l'État, puisque le cadeau fiscal pour un logement locatif privé est supérieur à la subvention qu'il accorde à un organisme HLM pour un logement social !

Alors que le gouvernement aide les propriétaires à placer leur argent dans l'immobilier, l'urgence serait de faire l'inverse, elle serait de créer un service public où l'État prendrait en charge la construction des trois millions de logements sociaux qui manquent. Une exigence qu'il sera nécessaire d'imposer.

Jean SANDAY

### Le manque de logements, une bonne affaire

Les promoteurs immobiliers, avec aux premiers rangs Nexity, Bouygues, Meunier, Icade, Kaufman & Broad, affichent des résultats en forte hausse. La cherté des logements, assortie aux avantages fiscaux consentis aux acquéreurs, leur profite. Alléchés,

des banques et des fonds d'investissement envisagent de racheter les principaux promoteurs immobiliers.

La crise du logement ? Une aubaine pour les milieux financiers !

J.S.

## • Argenteuil

### La municipalité aggrave la situation du logement

À Argenteuil, il y a actuellement près de 5 000 demandes de logements dits sociaux, auxquelles il faut ajouter celles de locataires qui cherchent un logement plus grand. Loin de vouloir réduire le problème, la municipalité UMP-UDF conduite par le député-maire Georges Mothron veut tout au contraire l'aggraver, pour changer la composition sociale de la ville par la diminution du nombre de logements sociaux, en particulier ceux dont les loyers sont les plus bas.

Pour arriver à ses fins, d'un côté, elle autorise la construction de résidences coûteuses et, de l'autre, elle s'attaque de front au logement social.

En cinq ans, les loyers des

logements de l'office municipal d'HLM ont connu une hausse de près de 25 %, bien supérieure à la hausse des revenus modestes des locataires. Ces hausses finiront par chasser d'Argenteuil une partie de ces locataires.

La municipalité accélère les opérations de démolition, contre l'avis massif des locataires. Cela se fait en particulier à la cité Joliot-Curie ou dans la ZUP Nord. L'heure n'est pourtant pas à la démolition de logements viables dans des cités qui ne sont pas des ghettos.

Depuis juin 2006, le service municipal qui permettait à la mairie de centraliser toutes les demandes de logements, et de travailler avec les treize bailleurs

présents sur la ville, n'existe plus. Autre geste aussi symbolique que méprisant, la municipalité vient de décider la vente du siège de l'office municipal d'HLM. Enfin, la présence des gardiens dans les cités se réduit, ce qui n'est pas fait pour aplanir les situations difficiles.

C'est pour protester contre cet ensemble de dégradations que les organisations locales de locataires, la CNL, le Comité de défense de Joliot-Curie, la CGT de l'office HLM, parmi d'autres, appellent à manifester devant la mairie d'Argenteuil, samedi 12 mai, à 10 heures.

Lutte Ouvrière s'associe à cette manifestation.

Correspondant LO

# — Les 26, 27, 28 mai à Presles (Val-d'Oise) — La Fête de Lutte Ouvrière

Encore une fois notre fête, qui se déroulera pendant les trois jours de la Pentecôte, les 26, 27 et 28 mai, sera, pour tous nos amis et camarades, un lieu de discussions et de débats. Sur les mois passés et sur l'élection présidentielle, bien entendu, mais aussi sur le futur, sur les moyens de se préparer pour les luttes qui

seront nécessaires au monde du travail.

Mais notre fête sera aussi l'occasion de se retrouver dans un grand rassemblement populaire, de se distraire, de s'instruire, de déguster de nombreux plats, d'assister à des spectacles variés... À très bientôt pour se retrouver nombreux, sous le signe de la fraternité !

## Commandez très vite votre carte d'entrée

Jusqu'au 18 mai, les cartes d'entrée sont encore disponibles au prix unitaire de 12 euros, ainsi que les bons d'achat d'une valeur de 5 euros, qui sont vendus au prix unitaire de 4 euros. Après cette date et durant la fête, les cartes d'entrée coûteront 15 euros pour les trois jours.

Vous pouvez vous procurer cartes d'entrée et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant :

Lutte Ouvrière, BP 233 - 75 865 Paris Cedex 18

Indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière (ne pas indiquer de numéro de CCP). L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition. Envoi franco.



Notre camarade

## Arlette Laguiller

prendra la parole chaque jour sur le grand podium

samedi à 17 heures  
dimanche à 15 heures  
lundi à 15 heures

## Au grand podium

Samedi

**ACAPULCO GOLD**

Ska reggae latino



Acapulco Gold

Dimanche

**RIT**

Chanson française acoustique



RIT

**LA CANAILLE**

Rap



La Canaille

sans tambour, ni trompette

**LES JOYEUX URBAINS**

Humour, swing et chansons



Joyeux Urbains

**DEBOUT SUR LE ZINC**

Chansons rock



Julienne Magre

**CLARIKA**

« Joker » Chansons mutines teintées d'humour



Clarika



Alexis HK

Lundi

**ALEXIS HK en solo**

Chanson française

**RADIO CORTEX par R. WAN LE CHANTEUR DE JAVA**

Electronique, ragga, hip-hop, musette, chanson



Radio Cortex HK

Pour en savoir plus sur la fête : la programmation, les accès, les horaires...

[fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org)

## Venir à la fête

### • À partir de Paris

La Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, petite ville du Val-d'Oise à 30 km au nord de Paris, dans un beau parc boisé de 12 hectares.

Pour venir à la Fête, le plus commode est de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Avec les cars, pas de soucis de stationnement, ils vous déposeront à l'entrée de la Fête, et

fonctionneront aux mêmes horaires que la Fête.

Ces cars circuleront les trois jours à partir de 8 h 30, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour assuré.

Par le train, de la Gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsult-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900 mètres de l'entrée de la Fête.

### • Départs collectifs

Des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Vous pouvez vous renseigner dès à présent auprès de nos camarades locaux.

Les rendez-vous de départ ont lieu le samedi 26 mai. Pour certaines villes indiquées, des départs ont lieu également le vendredi 25 mai et le dimanche 27.

**Angers** : 7 h 45 - Parking centre commercial Val-d'Anjou

**Bourges** : 6 h - Parking du Centre nautique

**Châtelleraut** : 7 h - entrée nord autoroute

**Besançon** : 6 h 30 - place Battant

**Châteauroux** : 6 h 30 - Parking de l'Escale

**Cholet** : 6 h 45 - parking accès nord de l'autoroute

**Cosne** : 7 h - Parking de l'aire des Vignobles (autoroute A77) Maltaverne

**Dijon** : 8 h - Parking ANPE  
vendredi 25 mai : 19 h - Parking ANPE

**Dole** : 7 h 15 - Péage de Choisy

**Dunkerque** : 6 h - Parking du stade Trébut  
dimanche 27 à la même heure, au même endroit

**La Roche-sur-Yon** : 5 h 45 - parking CHD

**La Rochelle** : 5 h - parking de l'Aquarium (côté gratuit)

**Lille** : 7 h - M° Porte-d'Arras  
dimanche 27 à la même heure, au même endroit

**Limoges** : 5 h - Haut du Champ-de-Juillet

**Lyon** : 5 h 30 - M° Laennec (angle bd Ambroise-Paré - rue Laennec)

**Montargis** : 7 h 30 - PTT place du Pâtis

**Nevers** : 5 h 45 - Maison de l'Agriculture

**Poitiers** : 6 h 30 - Entrée nord de l'autoroute

**Saint-Brieuc** : 5 h - Place de la Liberté

**Tours** : 7 h 15 - Gare routière  
**Vierzon** : 7 h 15 - N 20 devant le lycée technique

## AU PETIT THÉÂTRE

SAMEDI

**NECTAR LA NUIT**, chanson française

**LUTAUD**, chanson à texte énergique et populaire

**ZEIT ZUM AUFSTEHEN (LE TEMPS DE S'INSURGER)**, chants du mouvement ouvrier allemand

**JEF SICARD TRIO** avec F. LAIZEAU et F. LECHALI

open jazz

**DÉSERT ORANGE**, rock multiculturel aux mélodies fouillées

DIMANCHE

**LA VIE SECRÈTE DE CARMEN**, librement inspiré de l'Opéra de Bizet

**GUZZLE BAND**, jazz

**PPFC**, chansons festives

**BELTUNER**, musique

manouche, musette, swing

**MIDNIGHT JOKERS**, reprises rock années 1970

LUNDI

**CLAIRE-LISE**, auteur compositeur

**LA VIE SECRÈTE DE CARMEN**, librement inspiré de l'Opéra de Bizet

**LES FADA**, chansons rock

**LA K-BINE**, rap



## Les débats du Chapiteau Karl Marx

**Mariama Barry** auteur des deux romans *La Petite Peule* et *Le Cœur n'est pas un genou que l'on plie*

**Gérald Bloncourt** auteur de *Messagers de la tempête* : **André Breton et la révolution de 1946 en Haïti**

**Stéphien Bouquin** auteur d'un livre intitulé *La Valse des écrous* : **Luttes ouvrières dans l'automobile : mission impossible ?**

**Véronique Brunet Chili** : **Sur les traces de mineurs de nitrate**

**Cai Chongguo** qui a écrit *Chine, l'envers de la puissance*

**Sihem Habchi** vice-présidente de *Ni putes, ni soumises*

**Odette Hardy-Hemery** : **Eternité et l'amiante : aux sources du profit, une industrie du risque**

**Alain Krivine** sur son livre témoignage : **Ça te passera avec l'âge**

**Claude Liauzu** coordinateur du *Dictionnaire de la colonisation française*, qui vient de paraître.

**Jean-Jacques Marie** auteur d'ouvrages sur Lénine, Trotsky, et la période 1917-1922 de la guerre civile russe : **Les falsifications actuelles de l'histoire de la révolution russe : nature, mécanismes, objectifs**

**Patrick Le Trehondat** et **Patrick Silberstein** auteurs d'un essai : **L'ouragan Katrina : une catastrophe annoncée**

**Michel Porret** parlera de l'affaire Calas et de Voltaire

**François Roux**, auteur d'un livre intitulé *La Grande Guerre inconnue : les poilus contre l'armée française*

**Brigitte Wieser** de RESF, le Réseau éducation sans frontières

**Julia Wright**, porte-parole en France de **Mumia Abu Jamal** et coordinatrice du **Cosimapp** (Comité de solidarité avec **Mumia Abu-Jamal** et les prisonniers politiques aux États-Unis)

**Francis Zamponi** qui vient de sortir un nouveau livre *Le Boucher de Guelma* et qui avait écrit également *Mon colonel*

## Horaires

La Fête sera ouverte le samedi 26 mai de 9 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 27 mai à 9 heures jusqu'au lundi 28 mai à 20 heures.

## Pour les enfants... tout est prévu !

Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis à la garderie où des camarades attentifs s'occupent d'eux. Par ailleurs, une installation à langer est à la disposition des parents en libre service.

Si les enfants sont un peu plus grands, ils peuvent aller se divertir à la Cité des Jeunes, où de nombreuses activités leur sont offertes : maquillage, jeux, dessins animés... Il s'avère parfois difficile de les convaincre d'en sortir pour retourner à la maison !



## Au Fil de l'Arbre

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien où ils devront se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Echelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité. Le parcours se fait sous la surveillance de moniteurs compétents.

## La Cité des Sciences

Des exposés, souvent agrémentés de démonstrations, abordent en termes simples des sujets scientifiques... pour tous les goûts et toutes les curiosités. On pourra découvrir entre autres :

- L'Univers, la matière et le Big-Bang
- Illusions auditives et visuelles
- Petite histoire des chiffres. Avoir un zéro en maths, ce n'est pas dramatique, c'est même obligatoire !

- Des soustractions du monde entier
- Sous quelle étoile suis-je né ?
- L'invention de l'écriture musicale
- Hasard et coïncidences : les mathématiques contre le paranormal ou : À partir de combien de rêves prémonitoires pouvez-vous ouvrir un cabinet de voyance ?
- Soleil, ampoule et ver luisant : d'où vient leur lumière ?
- Quelle différence entre un son et un bruit ?
- La radioactivité, de la médecine

à Tchernobyl

- Clonage et éternité potentielle des plantes
- La cellule, unité des êtres vivants
- De la matière inerte à la matière vivante : une question d'organisation
- Chaud ou froid, vapeur ou glaçon : dans la matière, c'est l'agitation
- Du boulier à l'ordinateur
- Les arbres contre le réchauffement climatique ?

## Le Carroussel de la Connaissance

Sans quitter son siège, ce manège un peu particulier vous emmène pour un voyage audiovisuel de 45 minutes, avec maquettes, illustrations et vidéos, sur le thème du réchauffement climatique et l'avenir de la planète.



## Forums avec des scientifiques

### Samedi

**Roland LEHOUCQ**, astrophysicien au CEA, auteur de *Faire de la science avec Star Wars* et de la *SF, la science mène l'enquête* : « Super les héros ! Superman, Spiderman, Hulk... comment réconcilier leurs exploits avec la science ? »

**Henri VANDAMME** : physicien, professeur à l'École Supérieure de physique et chimie industrielle (ESPCI) : « Les nanotechnologies : des technologies à l'échelle des molécules. Promesses et inquiétudes »

**Isabelle SOURBES-VERGER**, chercheur au CNRS : « 50 ans d'exploration spatiale : quelles avancées pour la science ? »

### Dimanche

**Frank CEZILLY**, professeur

d'écologie évolutive (Université de Bourgogne-Dijon) : « Existe-t-il des espèces monogames ? Stratégie de reproduction et organisation des sociétés animales »

**Didier PELAPRAT**, chercheur à l'Inserm : « Le métier de chercheur : l'exemple d'une équipe de recherche sur le cancer »

**Pierre-Yves OUDEYER**, chercheur en sciences de la cognition et en robotique, travaillant à la mise au point de robots interactifs : « Un robot peut-il être curieux ? »

**Pascal CHARBONNAT**, philosophe enseignant, auteur de *L'histoire des philosophies matérialistes*, **Guillaume LECOINTRE**, chercheur au Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, **François ATHANÉ**, philosophe et historien des sciences, **Marc**

**SILBERSTEIN**, directeur de la collection « Matériologiques » aux Éditions Syllepse, sur le thème : « L'émancipation des sciences au XVIIIe siècle face à l'Église et l'actualité du matérialisme en sciences »

**Nicolas PRANTZOS**, astrophysicien : « Exploration du cosmos : le futur de l'humanité dans l'espace »

### Lundi

**Jean-Marc PÉTILLON**, archéologue en préhistoire : « Les chasseurs de la préhistoire, il y a 15 000 à 20 000 ans »

**Marc PESCHANSKI**, directeur de recherche à l'AFM au génopôle d'Évry : « Gènes, protéines, cellules : la biologie au service de la médecine »

Notre Fête est évidemment une fête politique qui affirme ses idéaux communistes et internationalistes. Alors, pour ceux qui le souhaitent, c'est l'occasion d'échanger des idées, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière, mais également d'autres courants de France et d'autres pays.

Tous les groupes présents ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion pour chacun de discuter et de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

Un débat est prévu entre les représentants de Lutte Ouvrière et ceux de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

## Le Village médiéval

Où comment se retrouver en quelques pas en plein Moyen Âge !

On y trouvera des artisans, des jongleurs, des chevaliers, des tournois... On pourra même y déguster quelques spécialités culinaires tout droit venues de l'an Mil.

## • Les films

Dans les deux cinémas de la fête, nous pouvons déjà annoncer la projection des films suivants :

*Les Lip, l'imagination au pouvoir*, de Christian Rouaud

*L'Embrasement*, de Philippe Triboit

*Mon colonel*, de Laurent Herblot

*Les Fragments d'Antonin*, de Gabriel Le Bomin

*Le Vent se lève*, de Ken Loach

*La Raison du plus faible*, de Lucas Belvaux

*Hors jeu*, de Jafar Panahi

*La Dignité du peuple*, de Fernando Solanas

*Little Miss Sunshine*, de Jonathan Dayton

*Une jeunesse comme aucune autre*, de Dalia Hager

Une projection en plein air aura lieu, sauf mauvais temps, dans la nuit du dimanche au lundi : *L'Âge de Glace 2*

Toutes les séances sont gratuites.

• Au printemps 1917

## Mutineries dans l'armée française et fusillades pour l'exemple

Au printemps de l'année 1917, ce que l'on a appelé par la suite la Première Guerre mondiale mais que l'on appelait à l'époque la « Grande Guerre », se prolongeait sans que l'un des deux camps qui s'affrontaient ait réussi à faire plier l'autre. Cet enlisement dans un conflit meurtrier n'était pas sans répercussions sur la population civile, et sur les soldats. En France, depuis le début de l'année, des grèves avaient touché les usines d'armement, et allaient reprendre de plus belle en mai. Au même moment, l'Allemagne, l'Autriche, le Royaume-Uni connurent la montée d'un important mouvement gréviste. En mars (en février, selon le calendrier orthodoxe), en Russie, la révolution renversa la dictature tsariste.

Depuis septembre 1914, les offensives qui s'étaient succédé sur le front de l'Ouest, en Champagne, en Artois, dans la Somme, s'étaient soldées par des centaines de milliers de victimes. En avril 1917, le nouveau commandant de l'armée française, le général Nivelle, décida une nouvelle offensive qui, cette fois prétendaient les autorités, devait être la bonne et la dernière. Selon Nivelle, en concentrant d'énormes quantités de troupes et de matériels, l'armée française pouvait forcer le front allemand entre Soissons et Reims, au « Chemin des Dames », une route située sur la ligne de crête dominant l'Aisne, et assurer ainsi la victoire en



L'exécution d'un mutin en avril 1917.

« 24 ou 48 heures ».

Cette offensive commença à l'aube du 16 avril 1917 et allait se poursuivre durant plusieurs semaines. Elle mit en action plus d'un million de soldats du côté français, mais fut tout aussi inefficace que les offensives précédentes, se soldant par des pertes énormes. 200 000 soldats furent mis hors de combat, dont des dizaines de milliers tués dès les premiers jours.

Fin avril, l'échec de cette offensive marqua le début d'un vaste mouvement de mutineries qui allait toucher jusqu'à la fin de l'été plus de quatre-vingt-dix unités de l'armée : 40 000 à 50 000 soldats y participèrent. Les mutineries faisaient ainsi écho aux grèves qui se produisaient à l'arrière et aux événements de Russie qui faisaient espérer à tous la fin de cette boucherie guerrière.

Les mutineries se propagèrent rapidement. Des soldats mutinés prenaient exemple sur

d'autres et tentaient à leur tour d'entraîner dans le mouvement d'autres soldats et d'autres unités. Des rares tracts manuscrits circulèrent. Des soldats parmi les plus engagés dans le mouvement parcoururent les cantonnements, fixant des lieux de réunion à mi-chemin des différentes troupes. L'état d'esprit des soldats était tel qu'il suffisait de peu de chose pour que le mouvement se propage.

Il fut marqué par des initiatives de toutes sortes. La mutinerie prit la forme d'un refus des ordres, plus particulièrement celui de monter au front. Des pétitions pour ne pas remonter en ligne furent rédigées. Certains ne voulurent y remonter qu'à la condition d'avoir auparavant bénéficié des permissions promises. On réclamait aussi bien la fin de la guerre que l'amélioration de la nourriture ou l'augmentation du nombre des permissions.

Dans plusieurs régiments, les soldats firent grève et élurent des délégués chargés de diriger le mouvement. Ici ou là on entendait chanter l'Internationale. Des soldats bloquèrent les trains, s'en prirent à leurs officiers. Des mutins menacèrent de marcher sur Paris.

Destitué, Nivelle fut remplacé par Pétain. Celui-ci tenta de désamorcer la colère des soldats. Il promit de mettre fin aux offensives inutiles, d'améliorer l'ordinaire des

poilus ainsi que le régime des permissions. Mais auparavant, il commanda la répression. Le 1<sup>er</sup> juin, il annonça la suppression de l'instruction préalable pour juger les mutins désignés comme responsables. Enquêtes, pièces judiciaires réglementaires, présentation des témoins n'étaient plus nécessaires. Il déclara couvrir de son autorité « tous ceux qui feront preuve de vigueur et d'énergie dans la répression ».

Les officiers supérieurs choisirent eux-mêmes les hommes qu'ils envoyaient devant les conseils de guerre, « pour l'exemple ». En 1917, les conseils de guerre prononcèrent des milliers de condamnations, dont plus de 550 à la peine de mort. Officiellement, il n'y eut que 49 exécutions.

Ces mutineries largement spontanées furent la conséquence, non seulement de la révolte contre une offensive de plus, inepte et perdue d'avance, mais également de la lassitude et d'une colère grandissante à l'égard d'une guerre dont on ne voyait pas la fin et dont nombre de soldats ne voyaient plus en quoi elle les concernait. Liée au mécontentement grandissant de l'arrière, la révolte des soldats du Chemin des Dames et d'ailleurs pouvait comme en Russie montrer la voie pour mettre fin à la guerre.

Les gouvernants français savaient que si la révolte s'étendait à partir des tranchées, toute la société capitaliste pouvait être menacée. C'est cette crainte qui motiva la férocité de la répression. Malheureusement, elle parvint à enrayer le mouvement des mutineries.

Michel ROCCO

• Industrie agro-alimentaire

## Pour faire du profit, tout est bon

Danone séduit ici la clientèle avec des yaourts qui se font passer pour des potions magiques. On connaissait le flacon d'Actimel censé « renforcer les défenses immunitaires » et le yaourt « anti-cholestérol », désormais on a droit au yaourt... cosmétique qui prétend rien moins que « nourrir la peau de l'intérieur et la rendre plus belle » !

Mais, comme le miracle se paye, ces produits sont très chers, ce qui limite leur diffusion. Comme le dit Franck Riboud, PDG de Danone : « On touche 20 % de la population. Essentiellement le haut de la pyramide, qui a les moyens de s'acheter des yaourts. Ce qui nous intéresse, ce sont les 80 % restants, qui vivent avec 3 à 5 dollars par jour. »

Poursuivant cette idée depuis quelques années en Afrique du Sud, en Asie, à grand renfort de publicité sur l'accès à la santé et les miracles du micro-crédit, Danone y a ouvert des usines. Les yaourts y sont fabriqués à bas prix par une main-d'œuvre sous-payée. Puis les petits pots sont distribués par des femmes qui parcourent à pied les chemins pour les vendre à l'unité, en porte-à-porte, dans les villages, les faubourgs des villes et les bidonvilles.

Tout le cynisme de l'opération est résumé dans l'interview d'un certain Olivier Fourcadet, professeur de stratégie à l'Essec, qui déclarait le 24 avril dans les colonnes du journal *Le Parisien* : « Les industriels ont pris conscience, au début des années 2000, qu'ils étaient restés à l'abri d'un marché colossal : les pauvres. Ils s'étaient déjà implantés dans certains pays du Sud mais en n'y ciblant que les classes moyennes. Sans voir que les pauvres avaient une certaine capacité à dépenser – à condition de rendre les produits accessibles. Prenons le cas des yaourts : il faut les proposer non en pack mais à l'unité. Et s'il n'est pas possible de se payer 120 grammes tous les jours, autant faire des pots de 80 grammes. Il faut s'adapter. »

Le tout, c'est de capter le pouvoir d'achat que constituent ensemble des centaines de millions de pauvres. Et tant pis si après ils ont encore faim.

Sophie GARGAN



Des ouvriers en grève en 1917.

## • Vallourec-Mannesman – Valenciennes

### Sarkozy fait son cinéma à l'usine



Entre les deux tours de la présidentielle, le samedi 28 avril, le duo Sarkozy-Borloo s'est rendu en visite dans l'usine Vallourec-Mannesman près de Valenciennes, suivi d'une meute de journalistes et de caméramans. Ils allaient à la pêche aux voix ouvrières, histoire de ne pas apparaître seulement comme le politicien des banlieues chics, du Fouquet's et du Medef.

« Une usine, c'est beau, il y a du bruit, ça vit, il n'y a personne qui se sent seul (...) Je suis le candidat de la France qui bosse dur » a-t-il commencé par déclarer. Et, sur un air de copain-copain, il s'est confié à son assistance : « Eux, là-haut, ils ne peuvent pas comprendre ». Ensuite, on a eu droit à un véritable festival, plus démago, tu meurs ! « Je me battraï pour protéger les ouvriers des délocalisations et pour que la métallurgie reste en France. » Question salaire :

« Je sais qu'on ne vit pas avec un tel salaire (1 200 euros) » pour ajouter que la solution serait... de travailler plus !

Pour la mise en scène, la direction de Vallourec avait affublé des cadres et des employés des bureaux de casques et de bleus pour garnir les premiers rangs de l'assistance. Elle avait aussi réquisitionné les intérimaires et les nouveaux embauchés, en leur demandant de se presser autour de Sarkozy à sa sortie de l'usine pour obtenir des autographes. Les chefs avaient largement fait savoir « qu'il y aurait quelque chose pour ceux qui ramèneraient un autographe lundi à l'usine »...

Hors du champ des caméras, on ne débordait pas d'enthousiasme. Les ouvriers de l'équipe en poste se sont tenus à distance et ont regardé ce numéro de cirque de loin, et somme toute plutôt contents de cette pause même si le spec-

tacle n'était pas très bon. Seuls les premiers rangs mobilisés par la direction ont applaudi. Et quand Sarkozy a sorti sa rengaine « travailler plus pour gagner plus », bien des travailleurs ont fait la grimace, car la direction use tout le monde à coup d'heures supplémentaires, y compris lors de semaines de travail à cinq nuits consécutives ou à six matinées, sans compter que ces heures ne sont pas payées, mais placées sur des compteurs d'heures à récupérer !

Seuls quelques militants CGT se sont approchés de Sarkozy pour l'interpeller et lui dire leur façon de penser sur cette histoire de travailler plus.

Au lieu de revenir se reposer dans cette entreprise où il s'est senti si bien, Sarkozy a préféré un yacht au large de Malte... encore un intérim qui n'a fait qu'un passage éclair...

Correspondant LO

## • Galva 45 – Escrennes (Loiret) :

### Grève victorieuse pour les salaires

Galva 45, spécialisée dans le traitement et le revêtement des métaux pour l'industrie automobile, emploie 180 travailleurs à côté de Pithiviers. Le 26 avril ils ont mené leur première grève depuis 25 ans que l'usine existe.

Les bénéfices records de l'année 2006, puis les primes exorbitantes accordées aux membres de la direction, ont mis le feu aux poudres. À la suite de l'équipe du matin, la centaine d'ouvriers de production a débrayé, et bon nombre d'entre eux ont formé un piquet devant l'entrée de l'usine. « On fait un métier ingrat, sale et usant physiquement, et on est payé une

misère » a dit un ouvrier. La plupart gagnent 1 250 euros brut par mois. « Quand on voit les millions d'euros qui sont engrangés grâce à nous, et les cacahuètes qui nous sont versées, on est écœuré », disait un autre.

Face aux grévistes qui réclamaient 8 % d'augmentation, la direction a d'abord refusé de discuter et a fait venir les gendarmes et un huissier. Mais elle a dû en rabattre. Dès le lendemain, elle accordait une augmentation de 5 % à l'ensemble des travailleurs. Une victoire qui leur a donné confiance dans leur force collective.

Correspondant LO



### Nos lecteurs écrivent

#### • Service de Gériatrie de l'hôpital d'Ivry (Val-de-Marne)

### Manque dramatique de personnel

Le personnel de la Fondation d'Heur et Chemin Delattour, service gériatrique de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry-sur-Seine (94), premier centre européen de gériatrie, est actuellement mobilisé (avec le soutien de la CGT, CFDT, CFTC, Sud Santé) pour réclamer du personnel supplémentaire (infirmières, aides soignants, etc.) afin de faire face aux tâches, alors que les services de moyens et longs séjours sont saturés de patients de plus en plus âgés et dépendants, souvent grabataires. Leur témoignage en dit long sur les conséquences du manque de personnel dans les hôpitaux, dans tous les services et en particulier dans les hôpitaux de long séjour.

« Actuellement dans notre service, faute de personnel, nous devons faire des choix : « Ce matin, je vais faire ce pansement ; demain, celui-là... » (...) 36 patients (âgés en moyenne de 96 ans) sont répartis le long d'un couloir de 128 mètres. Tous dépendants, ils sont aussi, pour la plupart, incontinents, tristes et seuls. En charge des chambres de cet interminable couloir, notre équipe, soit seulement une infirmière et quatre aides soignantes pour les soigner, les laver, leur donner à manger et accessoirement les reconforter.

Nous faisons chaque jour ce qui est humainement possible, mais nous souffrons et eux, avec nous. »

## • Métal Couleur – Bonneuil (Val-de-Marne)

### Solidarité avec les travailleurs sans papiers

La lutte de dix-neuf ouvriers sans papiers licenciés de l'usine Métal Couleur de Bonneuil, dans le Val-de-Marne, a trouvé un écho favorable auprès des autres travailleurs de l'entreprise, ce qui a permis des résultats positifs.

Ils travaillaient dans cette usine de traitement et de revêtement du métal depuis plusieurs années, certains avec dix ans d'ancienneté, jusqu'au jour de janvier dernier où l'Inspection du travail a débarqué dans les ateliers. Sur les soixante-quatre salariés, dix-neuf ouvriers furent accusés d'utiliser des faux documents d'identité, leur CDI fut annulé et ils furent licenciés.

Mais le 26 mars, les travailleurs licenciés sont revenus à l'usine, prêts à occuper leur lieu

de travail. Ils ont gagné le soutien des autres ouvriers, qui ont notamment signé une pétition en leur faveur. La CGT, qui avait organisé cette action, a obtenu le jour même un premier rendez-vous avec un représentant du préfet. Depuis, certains travailleurs ont reçu des papiers provisoires de trois mois et ont recommencé à travailler à l'usine, d'autres restent dans l'attente. La solidarité continue pour que tous soient régularisés et qu'ils puissent être réintégrés dans leur emploi.

Cet exemple n'est pas isolé. À la Blanchisserie industrielle Modeluxe à Chilly-Mazarin dans l'Essonne, une grève avait eu lieu fin 2006 en solidarité avec dix-huit travailleurs immigrés sans papiers licenciés. Ils avaient obtenu leur régularisa-

tion. À Thiais dans le Val-de-Marne, dix-sept employés maliens de l'entrepôt de distribution alimentaire Paris Store sont à leur tour sous le coup de demandes d'expulsion.

On voit à cette petite échelle comment sont maltraités de nombreux travailleurs en situation dite « irrégulière ». Ils sont sur-utilisés par des patrons pour les travaux les plus durs, mais les autorités voudraient les priver de tous les droits, ne leur laissant le choix qu'entre accepter un emploi non-déclaré et travailler avec de faux papiers, en vivant dans la peur d'un licenciement et d'une expulsion.

Il faut la régularisation de tous les sans-papiers !

Correspondant local

#### Au sommaire de

#### LUTTE DE CLASSE N° 104 (avril 2007)

##### France

Election présidentielle : leurs campagnes et la nôtre

##### Union européenne

Pendant la recherche du « plan B », les affaires continuent

##### Martinique-Guadeloupe

2006 : une année de grèves qui semblent se prolonger en 2007

##### Espagne

Les partis gouvernementaux et le problème basque  
Une politique marquée par l'héritage franquiste

##### Grande-Bretagne

Montée des profits et de la pauvreté  
Un bilan de dix ans de blairisme

##### Tribune de la minorité

Notre campagne pour Arlette Laguiller

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

## • Airbus

### • à Saint-Nazaire

Suite au mouvement entamé le vendredi 27 avril, les travailleurs en grève des usines de Saint-Nazaire et Montoir-de-Bretagne se sont retrouvés tous les matins en assemblée générale. Plus d'un millier de personnes participent à ces AG dirigées par le porte-parole de la coordination, qui rend compte aux grévistes et qui donne la parole aux organisations syndicales.

La plate-forme revendicative exige le retrait du plan Power 8, la reconduction des primes au niveau de 2006, l'embauche des intérimaires et que les départs en retraite soient remplacés à raison d'une embauche pour un départ.

Sur la base de cette plate-forme, la grève reconductible a été proposée par la coordination et votée à la quasi-unanimité des présents. FO et la CFDT ne s'y sont pas opposées, même si elles ont évoqué la nécessité de ménager ses forces pour pouvoir tenir dans la durée. Il en a été de même à l'AG de jeudi 3 mai.

Vendredi 4 mai, un compte rendu des négociations qui se sont tenues à Toulouse a été fait par un syndicaliste qui y avait participé la veille. Les résultats étaient déjà connus par les grévistes et jugés très insuffisants. Le représentant de la Coordination a alors proposé de poursuivre la grève jusqu'après le pont du 8 mai en disant : « Il



faut mettre à profit le week-end pour laisser réfléchir ceux qui ne sont pas encore en grève, comme à Toulouse, et leur donner la possibilité de nous rejoindre. » Il s'est aussi opposé aux débrayages tournants comme forme de lutte à opposer à la grève reconductible et il a demandé à ceux qui y étaient favorables de lever la main. Une dizaine se sont prononcés en faveur de ce type d'action. Le responsable FO (majoritaire sur l'entreprise) est alors intervenu au nom de FO, de la CFTC et de la CGC pour dire que la direction n'accepterait de continuer la discussion que dans un climat apaisé et qu'il fallait donc reprendre le travail. Il a aussi laissé entendre que la continuation de la grève mettrait l'entreprise en péril. C'est peu dire que son intervention n'a pas été appréciée.

Le responsable de la CFDT, lui, a dit qu'il fallait qu'il consulte ses militants, « puisque c'est eux qui paient les cotisa-

tions ». La consultation était prévue... pour le jeudi suivant ! Enfin, le responsable de la CGT ne s'est pas prononcé contre la grève : « C'est vous qui décidez. »

À la quasi-unanimité, l'assemblée générale a donc décidé la reconduction du mouvement jusqu'au lendemain du 8 mai. Une vingtaine de mains seulement se sont levées pour se prononcer contre la grève. La moitié de ces votants hostiles à la grève venait du terre-plein qui sert de tribune et où étaient regroupés les dirigeants syndicaux hostiles au mouvement.

Les grévistes se sont alors donné rendez-vous pour le 9 mai au matin, même si les plus déterminés ont décidé de venir faire un pique-nique le lundi, pendant le pont, « par principe » !

Correspondant LO

### • À Nantes-Bouguenais

Le mercredi 2 mai, au lendemain du pont, une partie des travailleurs d'Airbus à Nantes-Bouguenais étaient déjà regroupés à la grille à l'embauche de l'équipe de 5 heures, avec l'idée de continuer plus nombreux la grève commencée le vendredi précédent. L'assemblée générale de 9 heures a décidé de la poursuite du mouvement.

À cette assemblée regroupant encore une fois essentiellement les travailleurs de la production, le représentant de FO national, Knepper, de Toulouse, a pris la parole pour expliquer qu'il fallait « des négociations avec la direction », sous-entendu pas la grève. Ses paroles ont immédiatement été sifflées et huées, d'autant qu'il a ajouté rageur : « Si vous n'êtes pas contents, allez voir ailleurs comment ça se passe... » Il a alors dû quitter l'AG, qui commençait à devenir houleuse à son encontre !

La CGT et la CFDT ont proposé de faire voter la grève. Cela fut fait immédiatement, à main levée, à l'écrasante majorité et dans l'enthousiasme, aux cris de « Tous ensemble, tous ensemble ». Puis, après un tour dans les ateliers, tout le monde s'est retrouvé devant les grilles pour bloquer et rencontrer l'équipe d'après-midi, qui s'est mise en grève aussi.

Le lendemain, à l'embauche de 5 heures, l'idée de faire un Comité de grève commençait à circuler, dans le but d'assurer une liaison entre les travailleurs hostiles à toute récupération syndicale et les responsables syndicaux. À l'AG de 9 heures, une dizaine de travailleurs se sont proposés pour le comité de grève, représentant différents secteurs des ateliers, à condition qu'ils ne soient pas délégué syndical de quelque étiquette que ce soit. Ils ont été élus par l'AG, qui a également approuvé une plate-forme revendicative : retrait du plan Power 8, 5 % d'augmentation générale des salaires, reconduction des primes d'intéressement au même niveau qu'en 2006, ce qui correspond à environ 3 000 euros.

Vendredi 4 mai, nous avons appris que la veille, à Toulouse, la direction avait lâché 400, puis 500 euros de prime exceptionnelle et 2,5 % d'augmentation des salaires. L'AG, qui regroupait encore plus de monde que la veille, a alors reconduit la grève jusqu'au mercredi 9 mai, le pont du 8 mai devant servir à reprendre des forces.

L'énorme majorité des grévistes trouve ces propositions nettement insuffisantes par rapport à ce que tous les actionnaires se sont mis dans les poches sur le dos des salariés et ils veulent maintenir la plate-forme revendicative. Certains disaient : « S'ils lâchent si vite, c'est qu'il y a du pognon » ; d'autres ajoutaient : « C'est autant de pris pour payer la grève. »

À la grille, au barbecue, les discussions allaient bon train, les anciens se rappelaient de la grève de 1968, qui avait démarré le 14 mai à l'usine de Bouguenais (qui s'appelait alors Sud-Aviation). Des jeunes disaient qu'ils allaient bien fêter cet anniversaire et qu'il n'était pas question de reprendre sans le retrait du plan Power 8.

La colère couvait depuis un certain temps dans les ateliers. Les plans de suppressions d'emplois annoncés ont été mis en parallèle avec les millions de profits réalisés. Elle s'exprime maintenant dans ce mouvement de grève, qui commence à s'organiser malgré l'opposition d'une partie de l'appareil syndical et malgré les pressions appuyées de la maîtrise.

Correspondant LO

### • Sonovision-ITEP – Colomiers (Haute-Garonne)

## La lutte pour les 300 euros continue

Les salariés de Sonovision-ITEP, entreprise de documentation technique sous-traitante d'Airbus à Colomiers, sont toujours en lutte pour obtenir 300 euros d'augmentation pour tous.

Le jeudi 26 avril, lors des négociations salariales à Paris, une centaine de travailleurs ont à nouveau cessé le travail pour rappeler leur revendication. En réponse, le PDG a finalement décidé d'envoyer à Colomiers son directeur des affaires financières (qui fait également office de DRH) pour discuter de la situation avec les représentants du personnel... et tenter de calmer le jeu.

Le vendredi 4 mai le directeur en question a été accueilli comme il se doit... par les salariés en grève. Une réunion avec les délégués a débuté, alors que les grévistes étaient rassemblés sur le parking. Le directeur a bien entendu tenté de noyer le poisson en disant qu'il ne pouvait rien décider, qu'il fallait attendre le résultat des négociations annuelles, qu'il fallait faire attention à ne pas mettre la boîte en péril, etc.

Comme cela tournait en rond, les grévistes informés par un des délégués... décidèrent de rentrer dans la salle. Ils ne purent rentrer tous, celle-ci étant trop petite. Un certain

nombre de salariés vidèrent leur sac, disant leur ras-le-bol d'être mal payés depuis des années. D'autres dirent : « Si vous n'êtes pas capable de décider, on va traiter directement avec le PDG ! »

Après avoir écouté tout cela sans broncher, le directeur finit par repartir en disant qu'il rendrait compte. Les salariés se réunirent à nouveau en assemblée générale pour faire le bilan et envisager la suite : ils ont décidé de demander cette fois-ci directement au PDG de venir s'expliquer le jeudi de la semaine suivante. Affaire à suivre.

Correspondant LO

## • EADS – Airbus

### Parler des « petits actionnaires » pour cacher de très gros parasites

Les actionnaires d'EADS, maison-mère d'Airbus, viennent de se partager 99 millions d'euros de dividendes. Cela, malgré le scandale des révélations sur les sommes énormes empochées, sous forme de stock-options et autres parachutes dorés, par des membres de la haute direction du groupe, au moment même où celle-ci, invoquant des « difficultés », annonce 10 000 suppressions d'emplois.

La direction d'EADS voulait « remercier les actionnaires de leur confiance » en leur montrant, sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes, que, avec ou sans retard de production et de commercialisation, les affaires continuent.

Les actionnaires ont donc été bien servis, non seulement les « petits », dont la presse a beaucoup parlé, mais surtout les gros, à commencer par les deux poids lourds, le français Lagardère et l'allemand DaimlerChrysler. « Nous ne toucherons pas les dividendes (15 millions pour sa part) et les reverserons dans l'entreprise », a prétendu Arnaud Lagardère. Ce dernier copréside le conseil d'administration d'EADS, avec un représentant de Daimler, bien que n'étant personnellement que pour... 0,9 % dans le capital du groupe. Cela, grâce à l'aide de l'État français qui, malgré ses 15 % de participation au capital, laisse Lagardère décider à sa place. Les dividendes reversés à EADS, y compris ceux de l'État français, c'est donc encore Lagardère qui en profitera le plus !

D'ailleurs, comparé à ce que Lagardère a encaissé ces dernières années, les 15 millions d'euros de dividendes actuels font presque dérisoires. Voici quelques mois, juste avant l'annonce des problèmes de commercialisation d'Airbus, et la chute du cours des actions que cela a entraînée, Lagardère et DaimlerChrysler ont revendu un gros paquet d'actions, empochant alors chacun un bénéfice de... 890 millions d'euros !

De cela, comme des milliards gagnés par Lagardère depuis qu'en 1999 le gouvernement Jospin lui a cédé l'Aérospatiale (ancêtre de la partie française d'EADS) pour une bouchée de pain, il n'est guère question dans les grands médias. Mais, c'est sans doute un pur hasard qui fait que le même groupe Lagardère est actionnaire, voire propriétaire, d'Europe1, du Monde, du Parisien, de Paris-Match, de L'Humanité et d'une ribambelle de journaux de province, télévisions et radios.

Pierre LAFFITTE



## • Snecma – Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

### « Pas touche à notre préretraite ! »

Mercredi 3 mai au matin, deux secteurs de l'usine Snecma de Gennevilliers, les Traitements thermiques des Forges et de la Mécanique se sont mis en grève totale. Ils demandent que leur métier soit maintenu dans le cadre de l'accord de préretraite « travaux pénibles ».

Cette grève fait suite aux différents mouvements qui ont eu lieu dans l'usine depuis plusieurs semaines (débrayages, « usine morte » avec 24 heures de grève).

La direction veut réduire l'accord préretraite qui permettait à certains travailleurs des secteurs les plus difficiles de partir cinq ans plus tôt avec 70 % de la rémunération. Aujourd'hui, la direction voudrait ramener le montant à 65 % et, de plus, elle ose exclure du bénéfice de l'accord certains travailleurs de secteurs jusqu'à intégrés comme ceux de la presse 500 tonnes ou ceux justement des Traitements thermiques (TTh).

Le secteur des TTh repré-

sente une trentaine d'ouvriers, confrontés à des conditions de travail très difficiles (chaleur, poussière, bruits, travail posté en trois huit). Les travailleurs de TTh, qui bénéficient depuis 1986 de cet accord, ont été cette année purement et simplement exclus de l'accord « travaux pénibles » nouvelle mouture. Ce qui a eu le don de les mettre en colère. Ils exigent leur réintégration dans l'accord pour partir cinq ans plus tôt.

Devant cette grève déterminée et l'arrêt d'un secteur de production essentiel à la livraison des pièces de moteurs, les directions – générale et locale – se sont affolées. Elles craignent que la grève, même minoritaire, ne crée un « goulot d'étranglement ».

Elles craignent aussi la contagion à d'autres secteurs pas encore en mouvement.

Très rapidement, une nouvelle étude de poste a été mise en place par la direction afin de réétudier le cas de nos camarades de TTh. La décision finale devrait être prise mercredi 10 mai, en commission paritaire direction-syndicats.

La direction est d'autant plus inquiète que les grévistes se réunissent plusieurs fois par jour pour discuter de leur mouvement, et cette manière démocratique de fonctionner renforce leur détermination.

À la veille du pont du 8 mai, les grévistes ont décidé de continuer leur mouvement jusqu'à la réintégration de leur métier dans l'accord « travaux pénibles ».

Correspondant LO

## • Toyota – Onnaing près de Valenciennes (Nord)

### Numéro 1 de l'exploitation ?

Chez Toyota à Onnaing, près de Valenciennes, la direction nous fait travailler plus en intensifiant le travail sur chaînes. Les actionnaires du groupe Toyota sont bien les seuls à empocher le bénéfice de notre travail.

Le groupe était déjà numéro 1 des profits dans l'industrie automobile, il vient de décrocher cette année la première place en termes de production et de ventes, passant devant General Motors. Et pour la cinquième année consécutive, Toyota devrait annoncer un bénéfice net après impôts en

hausse : de 13 %, à 9,5 milliards d'euros, un record. Rapporté aux 286 000 salariés du groupe, cela représente un profit annuel de 33 000 euros par travailleur !

Pour obtenir de tels résultats, Toyota cherche en permanence à accroître la productivité au détriment des emplois et des conditions de travail.

Dernièrement, Toyota a annoncé la réorganisation de ses usines en Europe pour réduire les coûts de production. Sur le site d'Onnaing, cela se traduira par la fermeture de l'atelier Moteurs et la suppression de 187 postes. Les emba-

chés seront reclassés dans l'usine, mais c'est autant de postes d'intérimaires et de CDD qui ne seront plus proposés.

Mais c'est au quotidien aussi que Toyota cherche à tirer plus de profit de notre travail. Depuis avril, la production a été réorganisée dans l'usine : nous travaillons désormais sur un rythme de soixante-quatre secondes, au lieu de soixante, mais les postes ont été alourdis par de nouvelles opérations qu'il faudrait au moins huit ou dix secondes de plus pour effectuer. Grâce à cette réorganisation, Toyota compte produire

presque autant de voitures mais en faisant l'économie de deux ou trois postes de travail par ligne de travail (chacune compte en général une vingtaine de postes). Il faut courir en permanence, bien plus encore qu'auparavant, et ceux qui ont maintenant plus de trente ans expriment de plus en plus leur difficulté à tenir avec de tels rythmes. Par de nombreux licenciements et diverses pressions, la direction s'arrange donc pour faire partir les moins jeunes et maintenir un âge moyen faible : 28 ans en 2001, 30 ans en 2007. On peut dire

que Toyota s'est fait un allié du chômage local à 14 % !

On travaille plus, mais on touche moins car, malgré les bénéfices faramineux du groupe, nous avons vu cette année la prime d'intéressement dégringoler à 500 euros par trimestre, alors qu'elle atteignait 750 euros il y a un an !

Les causes de mécontentement s'accumulent et les discussions au sujet de la charge de travail se multiplient dans les ateliers... avec l'idée qu'il faudra se mobiliser tous ensemble pour faire reculer Toyota.

Correspondant LO

## • Magasins FNAC

# Grève pour les salaires et pour les emplois

Jeudi 4 mai, le personnel des 73 magasins FNAC de France était appelé à la grève pour dénoncer des suppressions d'emplois et pour réclamer l'augmentation des salaires.

La direction a programmé 400 suppressions d'emplois dans les services administratifs des magasins d'ici à l'été 2008, un plan social accompagné de reclassements comme vendeurs ou de départs négociés.

Des rassemblements ont été organisés devant les différents

magasins FNAC. À Paris, 200 grévistes se sont regroupés devant celui des Champs-Élysées et ils ont manifesté bruyamment à l'intérieur du magasin pour leurs revendications et crié : « *Olivennes, t'es foutu, la FNAC est dans la rue* ». Olivennes, président de la FNAC, a sûrement transmis le message à l'étage supérieur : François Pinault, président milliardaire de Pinault-Printemps-Redoute, propriétaire de la FNAC.

## • À Tours

À Tours, les salariés de la FNAC, un peu plus de cent personnes, ont largement participé à la journée d'action nationale initiée par les syndicats le vendredi 4 mai.

Déjà bien mobilisés les 12 et 13 avril derniers, les employés du magasin tourangeau ont fait grève cette fois-ci à 90 %, en particulier ceux en CDI, presque dans leur totalité.

Les raisons du mouvement sont multiples : d'abord contre les licenciements, prévus ici au nombre de six, dans le cadre d'un projet de la direction nationale qui veut se débarrasser de plusieurs centaines d'emplois administratifs en sous-traitant certaines activités, la comptabilité et la réalisation des feuilles de paie.

La FNAC fait des économies mesquines : le matériel néces-

saire pour le travail quotidien des employés est rationné. Même les stylos sont délivrés au compte-gouttes, et il deviendrait presque nécessaire d'amener son propre matériel de chez soi pour être sûr de disposer de quoi écrire. La direction appelle cela « *avoir une comptabilité vertueuse* ». À ce compte-là, il vaut mieux ne pas être vertueux.

Les fournisseurs et les entreprises auxquelles la sécurité ou le ménage sont confiés subissent aussi les contraintes des coûts réduits qui leur sont imposés... faibles coûts qui sont évidemment répercutés en pressions sur les ouvriers et en bas salaires.

Toujours pour faire baisser les coûts, la direction a fait diminuer le temps de travail des employés du ménage : une femme de ménage doit mainte-

nant faire en 1 h 45 ce qu'elle faisait en 2 heures, et l'entretien des sanitaires est fait moins souvent.

La question des salaires est aussi au cœur des revendications : beaucoup perçoivent à peine 1 000 euros net et les négociations salariales n'ont cette année abouti à aucune augmentation collective. La revendication d'une augmentation générale de 250 euros a été votée en assemblée générale dès le début du mouvement.

Quant à la participation aux bénéfices et à l'intéressement,

## • À Orléans

Vendredi 4 mai, la quasi-totalité des employés en CDI de la Fnac d'Orléans ont débrayé, à l'occasion de la journée nationale de grève prévue dans tout le pays.

À Orléans, la direction veut supprimer cinq emplois d'administratifs sur six. Les travailleurs concernés n'ont pas confiance dans les promesses de reclassement qui leur ont été faites.

Mais les grévistes réclamaient aussi 250 euros d'augmentation. Alors que les salaires avoisinent le smic, même au bout de quinze ans d'ancien-

neté, et que bon nombre d'employés ont pour la deuxième année consécutive déclaré des revenus en baisse, les actionnaires, eux, se sont en 2006 partagé, 365 millions d'euros de dividendes, chiffre en hausse de 10 %.

Après un premier débrayage réussi le 14 avril dernier, la grève a donc été massivement suivie. Les grévistes sont restés tout l'après-midi devant l'entrée du magasin, avec banderole et drapeaux CGT, très visibles dans cette rue qui est la plus passante du centre-ville d'Orléans.

Correspondant local

Correspondant LO



## • Magasins Monoprix

### Une nouvelle grève

Vendredi 4 mai, une partie des 19 000 salariés des 300 magasins Monoprix de France ont fait grève pour réclamer l'augmentation de leurs salaires. Selon les syndicats, un magasin sur deux aurait été touché par cette première grève nationale à Monoprix. La direction admet que certains magasins ont été perturbés, mais dit qu'elle a pu les maintenir ouverts.

Ce nouveau mouvement de colère des employés de Monoprix est une réponse « *aux miettes* » de 2,5 % d'augmentation de salaire que la direction propose pour 2007.

Dans la grande distribution, les salaires sont particulièrement bas. À Monoprix, un salarié sur trois n'est payé qu'au smic, soit 980 euros net pour un temps complet. Des grévistes ayant parfois vingt ans d'ancienneté ont montré à la presse leurs feuilles de paie de 1 000 euros !

De plus, un salarié sur deux est employé à temps partiel, imposé le plus souvent. À Monoprix, pour une grande partie du personnel, il ne s'agirait même pas de « travailler plus pour gagner plus » mais de faire un horaire normal. Au contraire, la direction développe les horaires décalés et nocturnes, les plages de repos imposées en fonction des flux de la clientèle. Cela se traduit pour le personnel à temps partiel par des payes de 500 à 600 euros mensuels, en dessous des 660 euros du RMI pour une personne seule avec un enfant ! Avec de si bas salaires, ce n'est pas à Monoprix que les caissières font leurs courses !

Pourtant ce grand distributeur aurait largement les moyens d'augmenter de manière importante tout son personnel et de payer un minimum de 1 500 euros pour un temps complet. En effet ce groupe, dépendant des trusts Galeries Lafayette et Casino, a dégagé 260 millions de profits en 2006 (13 700 euros par salarié), une progression de 18,6 % sur 2005 !

Pour le moment la direction ne veut rien lâcher, elle n'annonce que la création d'une prime de performance de 440 euros annuels. Mais, « *vu les critères établis, nous ne les toucherons jamais et il est préférable d'avoir une augmentation de salaire* », répond le personnel. Monoprix doit céder !

Louis BASTILLE

## • SNCF – Dijon

# Un accident mortel qui en annonce d'autres

Samedi 28 avril, une petite fille de deux ans est morte percutée par un train de marchandises en gare de Lantenay. Dans cette gare, comme dans beaucoup d'autres petites gares, les voies sont accessibles au même niveau que le quai pour qu'on puisse les traverser, et il n'y a que des pictogrammes pour avertir les voyageurs de l'arrivée d'un train éventuel. Tout ça parce que la SNCF refuse de doter ces gares de passerelles ou de passages souterrains. Dans un tract diffusé localement, la situation de cette gare avait déjà été dénoncée en mai 2004.

Cette attitude criminelle de la SNCF à l'égard des voyageurs dans les gares, où les trains roulent parfois à 160 km/h, n'est pas différente sur les différents sites et dans

les différents services où travaillent les cheminots. Partout, elle fait passer la sécurité après sa volonté de dégager de l'argent, de rentabiliser le chemin de fer au maximum. Et quitte à ce qu'il y ait des morts. Il ne se passe pas une semaine sans qu'il y ait des accidents et des situations extrêmement dangereuses, que ce soit aux ateliers de Perrigny, au triage de Gevrey ou le long des voies.

Il y a actuellement deux gros chantiers de renouvellement voie-ballast, l'un à Gevrey, l'autre entre Aisy et Nuits-sous-Ravières. Sur le premier, alors que le chantier a lieu en pleine nuit, les agents n'ont même pas une lampe frontale chacun pour se signaler et pour voir où ils marchent. Certains des trains-travaux, qui font plusieurs centai-

nes de mètres de long, reculent sans agent d'accompagnement pour arrêter le mécano en cas d'obstacle. Des agents travaillent sans annonceurs pour les prévenir des convois du chantier évoluant en tous sens. Certains agents des entreprises du privé se retrouvent à faire des travaux qu'ils n'ont jamais faits, sans être formés sur les risques mortels que ça comporte. À Aisy, les trains qui roulent à 60 km/h au début de chantier roulent ensuite à 100 km/h et les agents n'ont pour toute protection entre les deux voies qu'un filet qu'ils peuvent enjamber. C'est sur une partie de chantier comme celle-là qu'il y avait eu un mort à Gevrey en 1993.

À l'atelier de Perrigny, où l'on entretient les locomotives, en quelques semaines deux

agents de nettoyage sont tombés d'une des machines qu'ils nettoyaient au milieu des voies, manquant de se faire écraser. Un agent a été gravement blessé à l'œil en vidant un circuit d'air, un autre a eu le doigt écrasé dans une manœuvre, sans compter des accidents qui auraient pu être mortels, comme la chute d'un essieu dans une fosse ou l'explosion d'un moteur de loco en plein atelier.

Tout le monde subit la pression pour que les chantiers ou le travail se fassent au plus vite. L'encadrement répète toujours qu'il n'y aura pas de problèmes. C'est à force d'économies et d'irresponsabilité de ce genre qu'il risque d'y avoir d'autres accidents mortels sur le secteur.

Correspondant LO

• Venezuela

## Face au FMI et aux compagnies pétrolières étrangères, Chavez affiche à nouveau son indépendance

En annonçant le 1<sup>er</sup> mai sa rupture avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale, et en renationalisant les champs de pétrole de la région de l'Orénoque, le dirigeant vénézuélien Hugo Chavez affirme une fois de plus sa volonté de reprendre le contrôle de ce que ses prédécesseurs avaient pu brader aux compagnies étrangères.

Chavez a décrit le FMI et la Banque mondiale comme des « mécanismes de l'impérialisme destinés à exploiter les pays pauvres » – ce qu'ils sont indéniablement. Car les prêts du FMI, généralement accompagnés de plans d'austérité pour la population des pays bénéficiant de ses crédits, ont généré depuis des dizaines d'années des intérêts qui font que les États emprunteurs ont parfois remboursé plusieurs fois le montant de leurs crédits. Cette rupture avec le FMI a ses limites. Chavez ne l'a fait qu'après avoir remboursé intégralement les 3,3 milliards de dollars que le Venezuela devait au FMI. Un geste qu'il n'est pas le seul à avoir fait puisque le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et l'Équateur viennent d'en faire autant.

Il se trouve que ces pays sont engagés à divers degrés dans la mise sur pied d'une banque de prêt régionale, la Banque du Sud, qui pourrait voir le jour en juin prochain. Le Venezuela, l'Argentine ou le Brésil se verraient bien jouer, au niveau régional, le rôle qu'a pu jouer le FMI à leur égard. Ils disposent pour cela de certaines réserves financières, évaluées à 200 milliards de dollars, placés pour le moment, pour moitié, en bons du Trésor... nord-américain. Le Brésil, qui n'est qu'observateur dans ces discussions, se contenterait d'une Banque du Sud imitant la Banque mondiale en épaulant des projets de développement, tandis que l'Argentine et le Venezuela se verraient plutôt, comme le FMI, dans le rôle de prêteur dans la région.

Cette banque régionale viendrait s'ajouter aux diverses institutions régionales, comme le Mercosur ce marché commun régional, mises sur pied par divers États de la région



pour faire contrepoids à la pression économique des États-Unis.

Les États latino-américains sont d'autant plus invités à poursuivre dans cette voie que les États-Unis sont principalement accaparés par la guerre en Irak et qu'ils ont échoué, jusqu'à présent, dans leur tentative de mettre sur pied un grand marché commun qui irait du Canada à la Patagonie, et dont ils seraient les principaux bénéficiaires.

Après ses déclarations sur le FMI, Chavez a fait occuper par l'armée et des travailleurs du secteur les champs de pétrole de la région de l'Orénoque. Celle-ci pourrait bien être, selon des expertises en cours, la plus grande réserve mondiale d'hydrocarbures, ce qui placerait alors le Venezuela devant l'Arabie Saoudite. Symboliquement, il a fait hisser le drapeau de l'entreprise nationale PDVSA qui, depuis 2005, possède à nouveau 51 % des actions de tous les champs pétroliers du pays. L'Orénoque est le dernier secteur pétrolier où les compagnies étrangères sont encore dominantes, parce qu'elles seules ont les moyens techniques de raffiner le pétrole ultra-lourd de cette région.

Cette manifestation entendait appuyer la renégociation des contrats en cours avec les compagnies étrangères, qui devraient encore réduire leur part. À l'exception de deux compagnies qui abandonneraient l'Orénoque, les onze

autres, notamment Chevron et Total, ont accepté des conditions moins favorables, pour garder un pied dans cette région très prometteuse. Cela fait aussi l'affaire de Chavez qui a besoin de leurs moyens techniques pour continuer d'extraire le pétrole de l'Orénoque. Les compagnies américaines sont d'autant plus conciliantes que le Venezuela reste l'un des principaux fournisseurs des États-Unis.

En attendant, à ces deux occasions, Chavez a affiché qu'il gardait le cap et entendait continuer de mettre en avant les droits de l'État vénézuélien, c'est-à-dire de la bourgeoisie vénézuélienne, à contrôler les ressources du pays, même si cette attitude lui a permis de réinvestir une partie de la manne pétrolière dans des programmes sociaux appréciés par la population pauvre, ce qui en Amérique latine est plutôt une exception que la règle.

Jacques FONTENOY

• Allemagne

## Un « compromis pourri » dans la métallurgie

Alors que la période de « paix sociale », liée à la précédente convention salariale, était arrivée à expiration le 28 avril, la fédération syndicale allemande de la métallurgie IG Metall et l'organisation patronale Gesamtmetall sont parvenues, le 4 mai, à un compromis.

Cet accord, qui couvrira la période d'avril 2007 à octobre 2008 et devrait s'appliquer à l'ensemble des 3,4 millions de salariés des industries métallurgiques et électriques du pays, prévoit une augmentation salariale de 4,1 % en juin prochain, puis de 1,7 % en juin 2008. À cela s'ajoute une prime de 400 euros pour les mois d'avril et de mai 2007, ainsi que le versement d'un autre supplément à partir de juin 2008.

La presse, allemande comme française, a présenté ce résultat comme « la plus importante hausse depuis 1992 ». L'IG Metall parle, de son côté, d'une augmentation salariale de 5,8 % sur la durée de l'accord. C'est une façon tendancieuse de présenter les faits. En réalité, sur une base annuelle, l'augmentation s'élève à environ 3,3 %. En outre les employeurs ont la possibilité de repousser la seconde augmentation de 4 mois. Ce qui dans ce cas fera en fait une hausse annuelle de 2,5 %... soit ce que proposait le patronat au départ !

L'augmentation obtenue est donc loin de permettre un rattrapage réel du pouvoir d'achat ni de faire face l'augmentation de trois points du taux de TVA, intervenue en janvier dernier. Et puis bien des métallos n'en verront que très peu la couleur. Dans le cadre de l'introduction, depuis deux ans, d'une nouvelle grille salariale baptisée ERA, leur classification et leur salaire ont été revus à la baisse. Des primes compensatoires sont prévues pour ceux qui sont déclassés. Mais elles sont alimentées par des prélèvements sur les

augmentations de salaire... qui sont réduites d'autant.

Au début, l'IG Metall réclamait 6,5 % d'augmentation. C'était déjà un chiffre en retrait par rapport aux revendications adoptées par bien des sections syndicales d'entreprise : entre 8 et 9 %. Ces exigences étaient loin d'être irréalistes lorsqu'on sait que, par exemple, les entreprises de la métallurgie cotées en Bourse ont augmenté leurs profits de 30 % l'an dernier. Mais la direction du syndicat avait alors expliqué qu'il ne fallait pas demander trop car la population, et en particulier les chômeurs, ne « comprendraient » pas !

Alors le patronat ne peut que se réjouir de l'accord obtenu : il vient de prendre, au moindre coût, une assurance sur la paix sociale pour les dix-neuf mois venir (si toutefois les travailleurs acceptent de s'en tenir là pendant toute cette période). Et puis cela n'empêchera nullement le patronat, comme il l'a déjà fait dans un certain nombre d'entreprises, de tenter d'imposer des baisses de salaire (par exemple, en supprimant ou diminuant les primes de fin d'année) en exerçant un chantage à l'emploi.

Après avoir mobilisé, entre le 28 avril et le 3 mai, plusieurs centaines de milliers de salariés dans le cadre de débrayages d'avertissement, les dirigeants de l'IG Metall ne souhaitent surtout pas les engager dans une véritable épreuve de force. Ils ne voulaient en effet pas gêner le patronat à une période où les carnets de commande sont pleins et où de nombreuses entreprises n'arrivent pas à fournir dans les délais. Pour tout ouvrier, c'est pourtant le type de circonstances favorables pour exiger son dû...

Henri MARNIER

• En Italie, un « terroriste » au concert du premier mai

Une attaque « terroriste » contre le pape, rien de moins : voilà ce qui, selon le journal du Vatican, aurait eu lieu à Rome le premier mai.

Depuis plusieurs années, les syndicats italiens ont remplacé les manifestations de ce jour-là par un grand concert gratuit, faisant du premier mai une manifestation consensuelle avec toutes les forces politiques

et avec l'Église. Mais voilà que cette année le présentateur du concert, Andrea Rivera, a cru bon de faire quelques commentaires, critiques mais bien modérés, sur l'attitude de l'Église concernant l'avortement ou sur son opposition à l'institution d'un Pacs en Italie !

Voilà ce qui lui a valu dès le lendemain d'être appelé « terroriste » par le Vatican, rejoint

par une grande partie de la presse et des dirigeants de la coalition de centre gauche au gouvernement. Restaient les syndicats, qui ont aussitôt affirmé leur solidarité... avec l'Église injustement attaquée.

Critiquer l'Église un premier mai ? Et pourquoi pas les patrons et le gouvernement, pendant qu'on y est !

## • Turquie

# Débat sur la laïcité... et affrontements pour le pouvoir

**En Turquie, l'affrontement entre le parti AKP dit « islamiste modéré », du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, et les partis qui s'y opposent au nom de la défense de la laïcité de l'État, a débouché sur une crise politique.**

Du fait du système électoral majoritaire, l'AKP détient la majorité des sièges à l'Assemblée nationale tout en n'ayant obtenu que 34 % des voix dans le pays lors des élections de 2002. Le président de la République étant élu par l'assemblée, cela devait lui permettre de faire élire son candidat à ce poste. Les autres partis s'y sont opposés, invoquant le maintien du caractère laïque de l'État turc. Ils ont été appuyés par l'armée, qui se proclame la gardienne des principes du kemalisme, instaurés à l'issue de la guerre d'indépendance par le fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal, dit Atatürk. Deux grandes manifestations appelées pour la défense de cette laïcité ont rassemblé des centaines de milliers de personnes le 14 avril à Ankara et le 29 avril à Istanbul.

En l'occurrence, le choix du thème de la « défense de la laïcité » par les organisateurs de ces manifestations ne relève pas de leurs convictions profondes. Ceux-ci, à commencer par l'armée, portent une grande part de responsabilité dans le renforcement de l'influence religieuse ces vingt dernières

années, par exemple à l'école et dans les programmes scolaires. D'autant que l'AKP, qui est depuis quatre ans au gouvernement, se contente de quelques gestes symboliques à l'égard de son électorat, même s'ils indignent à juste titre les partisans de la laïcité, tel le fait pour ses dirigeants de s'afficher en public avec leur épouse voilée.

L'armée et les partis concurrents de l'AKP semblent donc ne se découvrir aujourd'hui une vocation à défendre la laïcité que parce que le poste de président de la République est en jeu, alors que ce poste est en grande partie honorifique, et qu'accéder à la présidence de la République ne donnerait en fait guère plus de pouvoir à l'AKP.

Bien sûr, tout cela n'ôte rien aux sentiments qui pouvaient animer les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté à Ankara, Istanbul et dans d'autres villes, et cela même si les manifestants se recrutaient bien plus dans les couches moyennes ou aisées des villes que réellement dans les couches populaires.

L'armée, en particulier, cherche à maintenir sa prééminence dans l'État, renforcée à la



Une des manifestations pour la laïcité.

suite de son coup d'État de 1980. Elle cherche aussi, toujours au nom du « kéralisme », à imposer ses choix dans la lutte contre la guérilla du PKK au Kurdistan. Ainsi, à la veille de la manifestation d'Ankara, et en même temps qu'il exposait ses vues sur les qualités nécessaires du prochain président de la République, le chef de l'état-major, le général Büyükanit, suggérait que l'armée pénètre dans le nord de l'Irak pour éliminer les bases du PKK et donner une « leçon » au dirigeant kurde irakien Barzani.

Ce qui se déroule est donc avant tout une lutte pour le pouvoir, opposant l'état-major au gouvernement de l'AKP, qui lui-même conteste la prééminence de l'armée. C'est aussi le début de grandes manœuvres

avant les élections législatives. Un compromis a été trouvé : ces élections, qui devaient avoir lieu en novembre, ont été finalement anticipées au 22 juillet. Quant à l'élection présidentielle, elle a été repoussée au-delà des législatives, après que le candidat de l'AKP Abdullah Gül a été contraint de renoncer à s'y présenter.

Cela ne sera certainement qu'un épilogue provisoire dans cette crise, marquée par la concurrence entre l'islamisme dit modéré de l'AKP d'une part, et d'autre part des politiciens et des militaires « défenseurs de la laïcité » qui sont surtout des partisans du nationalisme turc et de la guerre contre les mouvements kurdes.

Que des millions de personnes manifestent pour s'opposer

à l'accentuation de la mainmise de la religion et des forces politiques qui s'en servent pour imposer une politique réactionnaire et des relations sociales obscurantistes, tant mieux. Les travailleurs conscients avaient toutes les raisons d'être solidaires des manifestants qui se battaient sur ce terrain et qui ne voulaient pas du retour du voile, de l'oppression de la femme, de l'encadrement de la population.

Mais ils avaient, aussi, à expliquer que l'armée n'est pas un rempart contre cette évolution et que la lutte pour le pouvoir entre l'armée et les islamistes, c'est la lutte entre deux forces aussi hostiles aux classes populaires et à leurs intérêts, l'une que l'autre.

André FRY

## • Israël

# Olmert sur la sellette

En Israël, des voix s'élèvent de tous côtés pour réclamer la démission du Premier ministre Ehoud Olmert, depuis la publication partielle d'un rapport pointant sa responsabilité dans l'échec de la guerre contre le Liban de l'été 2006.

Pour l'instant, ce qui a été publié par la commission Winograd le lundi 30 avril ne porte que sur les cinq premiers jours de cette guerre, mais c'est accusateur envers Ehoud Olmert et son ministre de la Défense Amir Peretz qui, selon ce rapport, se sont lancés dans cette guerre « de façon précipitée et malencontreuse », suivant aveuglément les recommandations données par l'armée. Le chef d'état-major, Dan Haloutz, lui aussi taxé d'incompétence, a démis-

sionné il y a quelque temps.

Un récent sondage montre que seuls 15 % des Israéliens feraient encore confiance à Olmert... mais que 0 % voteraient pour lui s'il se représentait à une élection ! Jeudi 3 mai, une manifestation réclamant sa démission a regroupé une centaine de milliers de personnes de tous bords politiques. À l'intérieur même de son gouvernement, les règlements de comptes commencent : la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, qui vise aussi à prendre sa place à la direction du parti Kadima, l'incite fortement à démissionner.

Malheureusement, ce qui, dans le rapport, est reproché à Olmert, ce n'est pas la politique agressive d'Israël atta-

quant le Liban sous prétexte d'éliminer le Hezbollah. Ce n'est pas non plus le fait que cette guerre ait causé 1 200 morts parmi la population libanaise, des milliers de blessés et des destructions sans nombre. C'est simplement le fait que la guerre menée au cours de l'été 2006 n'a pas abouti à la victoire attendue et que, de plus, elle a causé des victimes parmi la population israélienne. Car l'été dernier, quand Israël a attaqué le Liban, bien peu de voix se sont élevées dans le pays pour protester contre cette politique. Aucune en tout cas ne venait du Parti Travailleuse, censé représenter la gauche israélienne, puisque le travailleuse Amir Peretz, ancien dirigeant de la centrale syndicale Hista-

drout et du mouvement « La Paix maintenant », a porté la responsabilité de cette attaque en tant que ministre de la Défense dans ce gouvernement de coalition.

Parmi les gens qui manifestent contre Olmert se trouvent des partis de droite ou d'extrême droite qui voudraient bien l'amener à démissionner afin de leur permettre d'accéder au pouvoir pour y mener une politique encore plus radicale contre les Palestiniens et les Arabes. Mais il y a aussi des gens sincèrement choqués de voir que leurs enfants ont laissé leur vie dans ce conflit, des jeunes qui ne veulent plus être manipulés lorsqu'ils sont à l'armée et un certain nombre de personnes qui souhaiteraient qu'Israël

change de politique et consacre l'argent public, non pas à aller d'une guerre à l'autre, mais au bien-être de la population.

Toutes ces ambiguïtés dans l'opposition à Olmert lui permettent de continuer à s'accrocher à son poste, en disant qu'il n'y a pas d'autre politique possible. Mais l'intérêt de la population israélienne serait, non seulement qu'Olmert et son gouvernement partent, mais d'imposer que leurs dirigeants rompent avec cette politique guerrière. Car tôt ou tard, il faudra que la population israélienne trouve le moyen de vivre en paix avec les Palestiniens et l'ensemble des populations de la région.

Marianne LAMIRAL